

EVIDENCE

OTTAWA, Friday, February 25, 2022

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met with videoconference this day at 2 p.m. [ET] to study Bill C-12, An Act to amend the Old Age Security Act (Guaranteed Income Supplement).

Senator Ratna Omidvar (Chair) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, my name is Ratna Omidvar, a senator from Ontario and chair of the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology. Today we are beginning our review of Bill C-12, An Act to amend the Old Age Security Act (Guaranteed Income Supplement).

I would like to introduce our first witnesses. We have with us today the Honourable Kamal Khera, Minister of Seniors. The minister is accompanied by officials from Employment and Social Development Canada, and they are Alexis Jonathan Conrad, Senior Assistant Deputy Minister, Income Security and Social Development; Cliff C. Groen, Senior Assistant Deputy Minister, Benefits and Integrated Services, Service Canada; and Annette Gibbons, Associate Deputy Minister.

Thank you all for being with us today, and thank you, minister, for taking the time. I invite you now to make your presentation.

Hon. Kamal Khera, P.C., M.P., Minister of Seniors: Madam Chair, thank you for this opportunity. It's good to see you.

Before I begin, I'd like to first acknowledge that I'm joining you from Brampton West, which is situated on the traditional territory of the Mississaugas of the New Credit.

Thank you for inviting me today to answer your questions on Bill C-12. I'm pleased to be joined by our extraordinary senior officials from our department, and thank you to the committee members for your study of this legislation. I'm confident that your work today will help our government support some of the lowest-income vulnerable seniors in our society. I think we can all agree that the focus should be on those affected people who are having trouble making ends meet each month and how we can make a real difference for them. Madam Chair, I'll use my time today to briefly explain why we tabled Bill C-12, what it would do and why it is so important to pass this legislation quickly.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le vendredi 25 février 2022

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui, à 14 heures (HE), avec vidéoconférence, afin d'étudier le projet de loi C-12, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Supplément de revenu garanti).

La sénatrice Ratna Omidvar (présidente) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Honorables sénateurs, je m'appelle Ratna Omidvar. Je suis sénatrice de l'Ontario, et je préside le Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie. Aujourd'hui, nous amorçons notre examen du projet de loi C-12, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Supplément de revenu garanti).

J'aimerais vous présenter nos premiers témoins. Nous accueillons aujourd'hui l'honorable Kamal Khera, ministre des Aînés. La ministre est accompagnée de hauts fonctionnaires d'Emploi et Développement social Canada, notamment Alexis Jonathan Conrad, sous-ministre adjoint principal, Direction générale de la sécurité du revenu et du développement social; Cliff C. Groen, sous-ministre adjoint principal, Direction générale des prestations et des services intégrés; et Annette Gibbons, sous-ministre déléguée.

Merci à tous de vous être joints à nous aujourd'hui. Madame la ministre, je vous remercie également d'avoir pris le temps de comparaître devant nous. Je vous invite maintenant à faire votre exposé.

L'honorable Kamal Khera, c.p., députée, ministre des Aînés : Madame la présidente, je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de m'entretenir avec vous. C'est un plaisir de vous voir.

Avant de commencer, j'aimerais d'abord souligner que je me joins à vous depuis la circonscription de Brampton Ouest, qui est située sur le territoire traditionnel des Mississaugas de New Credit.

Je vous remercie de m'avoir invitée aujourd'hui à répondre à vos questions concernant le projet de loi C-12. Je suis heureuse d'être accompagnée par les extraordinaires hauts fonctionnaires de notre ministère, et je remercie les membres du comité d'étudier la mesure législative. Je suis convaincue que votre travail d'aujourd'hui aidera le gouvernement à soutenir certains des aînés vulnérables à faible revenu de notre société. Je pense que nous pouvons tous convenir que l'accent devrait être mis sur les personnes touchées qui ont du mal à joindre les deux bouts chaque mois et sur la façon dont nous pouvons avoir un effet bénéfique sur elles. Madame la présidente, je vais utiliser le temps dont je dispose aujourd'hui pour expliquer brièvement la

The last few years, as you know, have forced us to repeatedly adapt to a constantly changing reality. Bill C-12 is another example of this. As you know, our government introduced pandemic benefits to support people who lost jobs during the pandemic. The Canada Emergency Response Benefit, or CERB, and then the CRB, which is the Canada Recovery Benefit, helped millions of Canadians avoid catastrophic income loss.

However, in the longer term, emergency benefits also affected the financial security of some Guaranteed Income Supplement, or GIS or Allowance, recipients. The Income Tax Act defines pandemic relief benefits as taxable income. Every July, an individual's entitlement for these income-tested benefits is reassessed based on individuals' income, or the combined income of a couple, from the previous year. As a result, GIS and Allowance payments can increase, decrease or even cease according to the changes in personal annual net income. Therefore, some GIS and Allowance recipients saw their benefit payments decreased or even stopped completely because of the income they received from these pandemic benefits.

We recognized that some seniors were facing financial challenges as a result of this, and we needed to move quickly to rectify the situation. I can tell this committee, Madam Chair, we moved very quickly with our officials to look at all options available and worked very closely with the Minister of Finance to do just that. To correct the situation, our government proposed a two-step solution.

First, we are providing up to \$742.4 million for automatic tax-free one-time payments to compensate seniors for the full amount of their loss of GIS or Allowance. This will help these low-income working seniors who relied on these pandemic benefits to get by, similar to how we were all struggling to navigate the pandemic and give them the full amount they otherwise would have received. These payments will be issued in mid-April of this year, and my department is also working hard to issue a smaller number of payments in March 2022 to seniors who are experiencing severe financial hardship.

raison pour laquelle nous avons déposé le projet de loi C-12, les changements qu'il apporterait et la raison pour laquelle il est très important de l'adopter rapidement.

Comme vous en avez conscience, les dernières années nous ont obligés à nous adapter sans cesse à une réalité en constante évolution. Le projet de loi C-12 en est un autre exemple. Comme vous le savez, le gouvernement a mis en place des prestations liées à la pandémie afin de soutenir les personnes qui ont perdu leur emploi pendant la pandémie. La Prestation canadienne d'urgence, ou PCU, puis la PCRE, qui est l'acronyme pour la Prestation canadienne de la relance économique, ont aidé des millions de Canadiens à éviter une perte de revenu catastrophique.

Toutefois, à plus long terme, les prestations d'urgence ont également nui à la sécurité financière de certains bénéficiaires du Supplément de revenu garanti, ou SRG, ou de l'Allocation. La Loi de l'impôt sur le revenu définit les prestations d'urgence liées à la pandémie comme des revenus imposables. Chaque année, en juillet, l'admissibilité d'un particulier aux prestations fondées sur le revenu est réévaluée en fonction de son revenu, ou du revenu combiné de son couple, de l'année précédente. Par conséquent, les versements du SRG et de l'Allocation peuvent augmenter, diminuer ou même être interrompus en fonction des fluctuations du revenu net annuel d'un particulier. Par conséquent, certains bénéficiaires du SRG et de l'Allocation ont vu leurs versements diminuer ou même s'arrêter complètement en raison des prestations liées à la pandémie qui leur ont été versées.

Nous avons reconnu que certaines personnes âgées faisaient face à des difficultés financières en raison de cette situation. Nous devions donc agir rapidement afin de corriger la situation. Madame la présidente, je peux dire à votre comité qu'avec l'aide de nos fonctionnaires, nous nous sommes employés très rapidement à examiner toutes les options disponibles et que nous avons travaillé en étroite collaboration avec la ministre des Finances afin d'y parvenir. Pour corriger la situation, le gouvernement a proposé une solution en deux étapes.

Premièrement, nous octroyons jusqu'à 742,4 millions de dollars pour que des paiements uniques automatiques non imposables soient versés aux personnes âgées afin de les indemniser pour la somme totale de la perte de leur SRG ou de leur allocation. Cela aidera ces aînés à faible revenu, qui travaillent et qui comptent sur ces prestations liées à la pandémie pour s'en sortir, tout comme nous avons tous eu du mal à nous en sortir pendant la pandémie, en leur versant le plein montant qu'ils auraient reçu autrement. Ces paiements seront effectués à la mi-avril de l'année courante, mais mon ministère travaille également d'arrache-pied pour qu'un plus petit nombre de paiements soient versés en mars 2022 aux aînés qui éprouvent de graves difficultés financières.

Second, our government tabled Bill C-12 to make sure that this does not happen again. Through this, we want to make sure that seniors don't face another loss or reduction in their GIS or Allowance benefits because they received pandemic benefits. Bill C-12 would simply modify the Old Age Security Act to permanently exempt federal pandemic benefits from the calculation of GIS or Allowance benefits beginning in July 2022. This important legislative change will provide seniors peace of mind and certainty in knowing that they will not have to face any undue financial hardship if they continue to access these pandemic relief benefits.

As you may know, Madam Chair, GIS follows the annual July 1 to the end of June cycle that factors in tax information each year to assess eligibility, which is why this bill exempts starting at the end of June. It's simply how the GIS cycle has long operated.

To be clear, Madam Chair, the following benefits would be exempt: The Canada Emergency Response Benefit, including any CERB amounts paid under the Employment Insurance Act; the Canada Recovery Benefit; the Canada Recovery Sicknes Benefit; the Canada Recovery Caregiving Benefit; and the Canada Worker Lockdown Benefit. That's what Bill C-12 would do. It's something all parties endorsed in the House of Commons unanimously, and you know how significant that is, Madam Chair.

It is extremely urgent to get this legislation through. In order to exempt that income and to prevent lower benefit payments for some GIS and Allowance recipients because of the income they received from these pandemic benefits, as you know, this legislation has to be passed by early March. My officials will certainly lay this out a little bit further in our Q & A. Bill C-12 must receive Royal Assent by March 4 to guarantee that this takes effect as of July 1. Every year, every day thereafter causes immense challenges for the system and will have an impact on the seniors' file. That's why it's important to pass this legislation quickly. We recognize our duty as parliamentarians to do rigorous debate on pieces of legislation, but we often do that with complex bills. This one achieves a short, clear and significant goal that we all support — helping financially the lowest-income, vulnerable seniors. We have a very short window of opportunity at a very busy time of the year. I'm very fully aware that we do not want honourable senators to be on any timeline, but we can all agree on the noble goal of making this correction in time for July. Low-income, working seniors

Deuxièmement, le gouvernement a déposé le projet de loi C-12 pour faire en sorte que cette situation ne se reproduise pas. Par l'intermédiaire de ce projet de loi, nous voulons nous assurer que les aînés ne subiront pas une autre perte ou réduction de leurs prestations du SRG ou de l'Allocation parce qu'ils ont reçu des prestations liées à la pandémie. Le projet de loi C-12 modifierait simplement la Loi sur la sécurité de la vieillesse afin d'exclure de façon permanente les prestations fédérales liées à la pandémie du calcul des prestations du SRG ou de l'Allocation, à compter de juillet 2022. Cette importante modification législative offrira aux aînés la tranquillité d'esprit et la certitude qu'ils n'auront pas à faire face à des difficultés financières indues, s'ils continuent de se prévaloir de ces prestations d'urgence liées à la pandémie.

Comme vous le savez peut-être, madame la présidente, le SRG suit le cycle annuel qui s'étend du 1^{er} juillet à la fin du mois de juin et qui, chaque année, prend en compte des renseignements fiscaux afin d'évaluer l'admissibilité des demandeurs, ce qui explique la raison pour laquelle le projet de loi accorde une exemption à partir de la fin du mois de juin. C'est simplement la façon dont le cycle du SRG fonctionne depuis longtemps.

Pour clarifier la situation, madame la présidente, je précise que les prestations suivantes seraient exemptées : la Prestation canadienne d'urgence, y compris toute PCU versée en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi; la Prestation canadienne de la relance économique; la Prestation canadienne de la maladie pour la relance économique; la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants; et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement. Voilà ce qu'accomplirait le projet de loi C-12. C'est une mesure que tous les partis ont approuvée à l'unanimité à la Chambre des communes, et vous savez à quel point cette approbation est significative, madame la présidente.

Il est extrêmement urgent de faire adopter cette mesure législative et, comme vous le savez, elle doit l'être d'ici le début du mois de mars pour pouvoir exclure ces revenus et éviter que certains bénéficiaires du SRG et de l'Allocation ne voient leurs prestations réduites en raison des prestations liées à la pandémie qu'ils ont reçues. Les hauts fonctionnaires de mon ministère décriront certainement la mesure législative d'une façon un peu plus détaillée au cours des séries de questions. Le projet de loi C-12 doit recevoir la sanction royale d'ici le 4 mars pour garantir son entrée en vigueur le 1^{er} juillet. Chaque jour ou chaque année qui s'écoulera après cette date posera d'immenses défis au système et aura un effet négatif sur le dossier des personnes âgées. C'est la raison pour laquelle il est important d'adopter cette mesure législative rapidement. Nous, les parlementaires, reconnaissons qu'il est de notre devoir de débattre des projets de loi de façon rigoureuse, mais nous le faisons souvent quand nous sommes saisis de projets de loi complexes. Le projet de loi qui nous occupe en ce moment nous permet d'atteindre un objectif limité, clair et important que nous

deserve the support from us and are relying on all of us to do that. It unanimously passed the House because everyone sees the urgency in getting it done, and I hope we can do that here too.

During the pandemic, the focus of our support was always on people, and as I already said, the last two years have forced us to continue to adapt to a constantly changing reality. Nothing about this pandemic has been normal, and I'd argue that neither should this be. The simple yet significant piece of legislation can help better protect seniors' finances and take away the worry that some seniors have as GIS renewals approach, and I want to certainly reiterate how appreciative I am of all the time and work that the committee is putting into this study for this legislation. I'm certainly happy to answer any questions and feedback and comments that you may have.

Thank you very much for your time.

The Chair: Thank you very much, minister. We will proceed to questions from senators. Senators, as is our previous practice, I would like to remind you that you each have five minutes, and that includes both the question and the answer. It always helps when you direct the question to a particular witness, if at all possible. If you wish to ask a question, please raise your hand, and I can already see all hands raised. The first question will go to our deputy chair, Senator Bovey, from Manitoba.

Senator Bovey: Thank you, minister, for being with us today.

I'd like to start by saying I am in Winnipeg, located on Treaty 1 territory, the traditional lands of the Anishinaabe, Ojibway, Cree, Oji-Cree Dene and Dakota, and the birthplace of the Métis nation and the heart of the Métis nation homeland, and I think many of our residents will benefit from this bill.

Madam Minister, I'm sure you're aware that those of us in the Senate have been increasingly concerned about the short time we often have to assess and properly study bills. We don't have a lot of time for this one, as you've already said.

soutenons tous, à savoir celui d'aider financièrement les personnes âgées vulnérables à faible revenu. Nous disposons d'un créneau très court pendant une période très chargée de l'année, et je suis tout à fait consciente que nous ne souhaitons pas que les sénateurs soient assujettis à une quelconque échéance, mais nous pouvons tous nous entendre sur le noble objectif d'apporter cette correction à temps pour une mise en œuvre en juillet. Les personnes âgées à faible revenu qui travaillent méritent notre soutien et comptent sur nous tous pour faire adopter ce projet de loi. Le projet de loi a été adopté à l'unanimité à la Chambre parce que tout le monde voit l'urgence de mettre en œuvre le projet de loi, et j'espère que nous pourrons faire de même ici.

Pendant la pandémie, notre soutien a toujours été axé sur les personnes et, comme je l'ai déjà dit, les deux dernières années nous ont forcés à continuer de nous adapter à une réalité en constante évolution. Rien ne s'est déroulé normalement au cours de la pandémie, et je dirais que rien ne devrait se dérouler normalement dans le cas présent non plus. Cette mesure législative, simple mais importante, peut contribuer à mieux protéger les finances des aînés et à dissiper l'inquiétude que certains d'entre eux éprouvent à l'approche du renouvellement du SRG, et je tiens à mentionner de nouveau à quel point je vous suis reconnaissante du temps et de l'énergie que le comité consacre à l'étude de la mesure législative. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions et à vos commentaires.

Je vous remercie infiniment d'avoir pris le temps de m'écouter.

La présidente : Merci beaucoup, madame la ministre. Nous allons maintenant passer aux questions que les sénateurs souhaitent poser. Sénateurs, comme nous avons l'habitude de le faire, je voudrais vous rappeler que chacun de vous dispose de cinq minutes pour poser des questions et obtenir des réponses. Il est toujours utile d'adresser la question à un témoin particulier, dans la mesure du possible. Si vous souhaitez poser une question, veuillez lever la main. J'aperçois déjà toutes les mains levées. La première question sera posée par notre vice-présidente, la sénatrice Bovey, qui représente le Manitoba.

La sénatrice Bovey : Je vous remercie, madame la ministre, de votre présence parmi nous aujourd'hui.

J'aimerais commencer par dire que je suis à Winnipeg, qui se trouve sur le territoire visé par le Traité n° 1, c'est-à-dire les terres traditionnelles des Anishinaabe, Ojibways, Cris, Oji-Cris, Dénés et Dakotas, ainsi que le lieu de naissance et le cœur de la patrie de la nation métisse, et je pense que bon nombre des résidants de ce territoire bénéficieront de ce projet de loi.

Madame la ministre, je suis sûre que vous savez que ceux d'entre nous qui siègent au Sénat sont de plus en plus préoccupés par le peu de temps dont ils disposent souvent pour évaluer et étudier correctement les projets de loi. Comme vous l'avez déjà

I appreciate this bill is short, it's a critically important step, and it is one I support. I think it's important that money get into the hands of those who need it as soon as possible. I thank you for doing this.

My first question is this: Did you look at other alternatives that might have been available to address the clawback of seniors' benefits in this fiscal year if Bill C-12 didn't happen to be passed by March? I'm increasingly concerned about clawbacks to the vulnerable in our society. If you can answer that for me, I have another question in a moment. Thank you.

Ms. Khera: Thank you to the honourable senator for, first, certainly stating the urgency and knowing why this bill is so important and significant.

I can certainly say that when the pandemic first hit two years ago, as honourable senators know, we moved very quickly to provide rapid support to Canadians, from seniors to students, from workers to businesses, because we knew Canadians needed that support at that time. These programs were meant so that people could stay at home and stay safe, have a roof over their heads and put food on the table. Some working seniors were certainly part of a group that relied on these pandemic benefits to help them get through this crisis.

To be clear, Madam Chair, every year, thousands of seniors get their GIS adjusted depending on the income that they received from the previous year. Since some working seniors received these pandemic benefits — they certainly needed them at the time — they had their GIS affected in 2021. I agree they shouldn't be penalized for that because they needed that support at that time.

I can assure the honourable senator that when I was first appointed to this role, this was the very first thing that we worked on. Indeed, it was the first thing that I was briefed on when I was appointed Minister of Seniors. I worked very closely with our officials and looked at all options possible to support these seniors. Of course, we worked with the Minister of Finance.

déclaré, nous n'avons pas beaucoup de temps pour étudier le projet de loi qui nous occupe.

Je comprends que ce projet de loi est concis, mais il s'agit d'une mesure d'une importance cruciale, une mesure que j'appuie. Je crois qu'il est important que l'argent se retrouve entre les mains de ceux qui en ont besoin le plus rapidement possible. Je vous remercie donc d'avoir réalisé ce travail.

Ma première question est la suivante : avez-vous examiné d'autres solutions qui pourraient permettre de régler la question de la récupération des prestations destinées aux aînés au cours du présent exercice financier, au cas où le projet de loi C-12 ne serait pas adopté d'ici mars? Je suis de plus en plus préoccupée par la récupération des prestations destinées aux membres vulnérables de notre société. Si vous pouviez répondre à ma question, j'en aurais une autre à vous poser dans un instant. Merci.

Mme Khera : Je remercie l'honorable sénatrice d'avoir, tout d'abord, certainement souligné l'urgence d'adopter le projet de loi et d'avoir compris pourquoi le projet de loi est aussi important et significatif.

Je peux certainement dire que, lorsque la pandémie a frappé il y a deux ans, nous sommes, comme les sénateurs le savent, intervenus très rapidement afin d'apporter promptement une aide aux Canadiens, qui allaient des aînés aux étudiants, en passant par les travailleurs et les propriétaires d'entreprises, parce que nous savions que les Canadiens avaient besoin de ce soutien à ce moment-là. Ces programmes avaient pour but de permettre aux gens de rester à la maison, de se protéger, d'avoir un toit au-dessus de leur tête et de se nourrir. Certains aînés qui travaillent faisaient certainement partie d'un groupe de gens qui comptaient sur ces prestations liées à la pandémie pour les aider à traverser cette crise.

Pour être claire, madame la présidente, je précise que chaque année, des milliers de personnes âgées voient leur SRG être rajusté en fonction des revenus qu'elles ont touchés l'année précédente. Comme certaines personnes âgées qui travaillent ont reçu les prestations liées à la pandémie — elles en avaient certainement besoin à l'époque —, leur SRG a été modifié en 2021. Je suis d'accord pour dire qu'elles ne devraient pas être pénalisées pour autant, car elles avaient besoin de cette aide à ce moment-là.

Je peux assurer à l'honorable sénatrice que, lorsque j'ai été nommée au poste de ministre, c'est la toute première chose à laquelle nous avons travaillé. En fait, c'est la première chose dont on m'a parlé lorsque j'ai été nommée ministre des Aînés. J'ai travaillé en étroite collaboration avec nos hauts fonctionnaires, et j'ai examiné toutes les options possibles pour soutenir ces aînés. Bien entendu, nous avons aussi travaillé avec la ministre des Finances.

As the honourable senator may know, we put in a major investment in the Economic and Fiscal Update in December to fully compensate those seniors who were affected by this last year. That work is already under way. This automatic one-time payment will support affected seniors by fully compensating them. We're moving quickly on that.

We want to ensure, Madam Chair — and this is a part of my mandate letter as well — that this does not happen again and to fulfill the commitment, as I mentioned, in my mandate letter to ensure that those seniors who took pandemic benefits last year know that they won't have that impact again. Again, this is a very simple bill. I can say this is, indeed, in collaboration with parliamentarians from all different parties because they all see the urgent need to get this through. We want to support those working, low-income seniors, and I want to make sure we emphasize that these are the lowest income, working, vulnerable seniors that need that support. I think we can all agree why it's important to move quickly on this.

Senator Bovey: If I may, minister, I don't debate any of what you've said at all. I just wondered if you looked at other options for dealing with the clawback. Did you address other barriers that these groups may face? Are there other barriers that we may have to look at in the future with regard to seniors' benefits? It's one thing to deal with it once and, as you say, you don't want to do it again but you've only mentioned the issues dealing with the pandemic. I wonder if you've done a bigger look, a bigger scope, as you've come to your decision.

Ms. Khera: Absolutely. Let me say our government's priority has, first, always been there to support those lowest-income, vulnerable seniors. That is why one of the very first things that we moved forward on was to restore the age of eligibility for OAS and GIS back to 65. We then enhanced the Guaranteed Income Supplement that has helped over 900,000 lowest-income seniors — I would say single seniors — and actually has lifted 45,000 poor seniors out of poverty, which has made a significant difference in those lives.

This particular bill does one thing. I'm certainly looking forward to engaging with all senators on all things related to seniors, and certainly looking forward to engaging with the honourable senator on that. There is certainly an urgent need to get this bill through to avoid any reductions of GIS and Allowance because of pandemic benefits that these low-income

Comme l'honorable sénatrice le sait peut-être, nous avons intégré un investissement important dans la mise à jour économique et financière de décembre afin d'indemniser pleinement les personnes âgées qui ont été touchées par cette situation l'an dernier. Ce travail est déjà en cours. Ce paiement unique automatique permettra de soutenir les aînés touchés en les indemnisant complètement. Nous agissons rapidement à cet égard.

Madame la présidente, nous voulons nous assurer — et cela figure également dans ma lettre de mandat — que cela ne se reproduira pas et que je respecterai l'engagement, consigné dans ma lettre de mandat, comme je l'ai mentionné, qui consiste à veiller à ce que les personnes âgées qui ont reçu des prestations liées à la pandémie l'année dernière sachent qu'elles ne subiront plus ces répercussions. Je mentionne encore une fois qu'il s'agit d'un projet de loi très simple. Je peux dire qu'il a été présenté en collaboration avec des parlementaires de tous les partis, car ils voient tous l'urgence de le faire adopter. Nous voulons soutenir les aînés qui travaillent et qui ont un faible revenu, et je tiens à souligner que ce sont les aînés les plus pauvres, qui travaillent et qui sont vulnérables, qui ont besoin de cette aide. Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire qu'il est important d'agir rapidement dans ce dossier.

La sénatrice Bovey : Si je puis me permettre, madame la ministre, je ne conteste pas du tout ce que vous avez dit. Je me demandais simplement si vous aviez examiné d'autres solutions pour régler la question de la récupération. Avez-vous cerné d'autres obstacles auxquels ces groupes peuvent se heurter? Y a-t-il d'autres obstacles que nous devrons peut-être étudier à l'avenir en ce qui concerne les prestations aux aînés? C'est une chose de faire face à ce problème une fois, mais comme vous le dites, c'en est une autre d'y faire face à nouveau. Cependant, vous n'avez mentionné que les problèmes liés à la pandémie. Je me demande si vous avez procédé à un examen plus approfondi et étendu des solutions possibles, avant de prendre votre décision.

Mme Khera : Absolument. Permettez-moi de dire que la priorité du gouvernement a toujours été de soutenir les personnes âgées vulnérables à faible revenu. C'est la raison pour laquelle l'une des toutes premières mesures que nous avons prises a été de rétablir à 65 ans l'âge d'admissibilité à la SV et au SRG. Nous avons ensuite amélioré le Supplément de revenu garanti, ce qui a aidé plus de 900 000 aînés à faible revenu — je dirais même des aînés célibataires — et ce qui a permis à 45 000 aînés pauvres d'échapper à la pauvreté. Cela a eu un effet très bénéfique sur leur vie.

Ce projet de loi n'accomplit qu'une seule chose. J'ai certainement hâte de discuter de l'ensemble des dimensions qui concernent les aînés avec tous les sénateurs, et j'ai certainement hâte d'aborder ce sujet avec l'honorable sénatrice. Il est certainement urgent de faire adopter le projet de loi afin d'éviter toute réduction du SRG ou de l'Allocation attribuable aux

seniors took. I think we all agree on that. As the honourable senator knows, it certainly got unanimous support from all different parties. Indeed, I've worked collaboratively with all parties on this bill together. This is precisely why we have it in front of us. This is something that is very important to get through quickly, and I hope we can get it through. Thank you.

Senator Bovey: Madam Chair, I'm going to suggest you move on to other members to give them the opportunity for their questions.

Senator Patterson: Thank you, Madam Minister, for being here. Your parliamentary secretary reached out to me, and I was also part of the all-senators briefing.

I want to make it clear, minister, absolutely we can all agree the focus should be on the vulnerable people who are in need and making sure that those much-needed payments are not clawed back. There's no disagreement on that whatsoever on my part, and I'm sure on my colleagues' part.

However, due to a significant drafting error, you don't have current legal authority to exempt one-time payments from taxation, and that wasn't caught in the Commons because there was no committee study. It was deemed read, and undoubtedly that error would have been addressed had the Commons had time to study the bill. The Budget Implementation Act would have granted the authority to exempt, but because that reference in the act was clearly wrong, you have no current legal authority. The intention is understood. It's a good intention. I agree with it. But your moving forward based on that intention is not in keeping with the rule of law.

I hope you understand that we here in the Senate have a solemn duty. I'm a legislator and a lawyer. We have a solemn duty to correct errors in the law. It bothers me that we're being pushed on the March 4 deadline, saying you need clear legislative authority to do that, but you don't have clear legislative authority. This has been drawn to your attention many times well before this meeting. You don't have the legislative authority to move this forward.

There's an easy fix. I'd like to ask you if you agree with me that we should do this right. We should do this properly and make sure you and your officials have the proper legal authority to make these payments as is required by the rule of law.

Ms. Khera: Thank you, senator.

prestations liées à la pandémie dont ont bénéficié ces aînés à faible revenu. Je pense que nous sommes tous d'accord sur ce point. Comme l'honorale sénatrice le sait, le projet de loi a assurément reçu l'appui unanime de tous les partis. En fait, j'ai travaillé à l'élaboration de ce projet de loi en collaboration avec tous les partis. C'est précisément la raison pour laquelle il est devant nous en ce moment. Il est très important de l'adopter rapidement, et j'espère que nous pourrons le faire. Merci.

La sénatrice Bovey : Madame la présidente, je vais vous suggérer de passer à d'autres membres du comité afin de leur donner l'occasion de poser leurs questions.

Le sénateur Patterson : Je vous remercie, madame la ministre, de témoigner. Votre secrétaire parlementaire a communiqué avec moi, et j'ai également participé à la séance d'information offerte à tous les sénateurs.

Je tiens à ce qu'il soit clair, madame la ministre, que nous pouvons certainement tous convenir qu'il faut mettre l'accent sur les personnes vulnérables qui sont dans le besoin et veiller à ce que les sommes dont elles ont tant besoin ne soient pas réduites. Il n'y a là aucun désaccord de ma part et, j'en suis certain, de la part de mes collègues.

Cependant, une importante erreur de rédaction fait en sorte que vous ne disposez pas du pouvoir juridique d'exempter d'impôt les versements uniques, une erreur n'a pas été détectée à la Chambre des communes parce qu'aucun comité n'a étudié le projet de loi. Ce dernier a été réputé lu, et l'erreur aurait sans aucun doute été corrigée si la Chambre des communes avait eu le temps d'étudier le projet de loi. La Loi d'exécution du budget vous aurait accordé un pouvoir d'exemption, mais comme cette référence à la loi était manifestement erronée, vous n'avez actuellement aucun pouvoir juridique. L'intention, qui est comprise, est louable. Je suis d'accord avec cette intention. Mais si vous agissez sur la foi de cette intention, cela ne respecte pas la primauté du droit.

J'espère que vous comprenez que les sénateurs ont un devoir solennel. Je suis législateur et avocat. Nous avons le devoir solennel de corriger les erreurs dans la loi. Je n'aime pas qu'on nous presse en imposant un délai le 4 mars en faisant valoir que vous avez besoin d'un pouvoir législatif clair pour agir, car vous ne disposez pas d'un tel pouvoir. Le problème a été porté à votre attention à maintes reprises avant la présente séance. Vous ne possédez pas le pouvoir législatif nécessaire pour agir.

Il existe toutefois une solution facile. Je voudrais vous demander si vous convenez avec moi que nous devons agir dans les règles de l'art pour que vous et vos fonctionnaires disposiez du pouvoir législatif nécessaire pour effectuer ces versements dans le respect de la primauté du droit.

Mme Khera : Je vous remercie, sénateur.

Let me first say that I am, and indeed we all are, open to engaging with senators on all matters related to seniors.

However, I would argue this bill is focused and is a direct solution to an issue raised on a very time-sensitive basis. We need to move quickly to enact it and to take away the worries held by those seniors who are about to file their taxes and are worried about the impact of pandemic benefits they took. I would encourage and commit this committee to please discuss other productive things that we might do for seniors overall. But this issue needs to be dealt with urgently, as I mentioned, by early March as has been outlined. Low-income, vulnerable seniors deserve an immediate solution to this matter. That's exactly what Bill C-12 does.

I'm certainly happy to discuss other matters at appropriate junctures. Any amendment I would suggest, though, would certainly risk not passing it in time. I think we can't risk those affected seniors, indeed, all seniors who have their files processed by the department. There are certainly pre-budget consultations and other junctures to make changes that the honourable senator has suggested. I would argue that this is something that we can move closely on.

I would, if I may, ask my officials if they had any comments on this as well.

Alexis Jonathan Conrad, Senior Assistant Deputy Minister, Income Security and Social Development, Employment and Social Development Canada: Senator, you are right. There is a drafting error in the budget implementation act. The drafting error was that the number was not changed after a clause was removed from the Budget Implementation Act. That was around a payment to OAS recipients who were 75 years and older. That does need to be fixed. It does not have a bearing on this exemption that's requested through this legislation, but we are aware of it. We have been working with the Department of Justice, which is aware of the drafting error, to see if the government will include it in a miscellaneous amendments act, which is the standard process for these kinds of repairs. I can assure you that we are aware of it, and my colleague Cliff can explain how operationally we ensure people are not negatively impacted as a result of this one-time payment, but that is a separate issue from what this bill is trying to accomplish. I understand there's a relationship between benefits provided to seniors, but that amendment will not impact the attempt here to exempt pandemic benefits from GIS calculations starting on July 1, 2022.

Permettez-moi d'abord de dire que je suis prête — en fait, nous sommes tous prêts — à collaborer avec les sénateurs concernant toutes les questions qui touchent les aînés.

Cependant, ce projet de loi est ciblé et constitue une solution directe dans un dossier qu'il est urgent de régler. Nous devons agir rapidement pour édicter la loi et dissiper les préoccupations des aînés qui s'apprêtent à faire leurs déclarations de revenus et qui s'inquiètent des répercussions des prestations qu'ils ont reçues pendant la pandémie. J'encourage et j'exhorte le comité à discuter d'autres choses productives que nous pourrions faire pour les aînés en général, mais ce dossier doit se régler de manière urgente, d'ici le début de mars, comme je l'ai indiqué. Les aînés vulnérables à faible revenu méritent qu'on règle immédiatement ce problème, et c'est exactement ce que fait le projet de loi C-12.

Je suis certainement disposée à discuter d'autres questions en temps opportun. Tout amendement que je proposerais risquerait toutefois de ne pas être adopté à temps. Nous ne pouvons pas exposer à ce risque les aînés concernés et, de fait, tous les aînés dont le dossier est traité par le ministère. On peut certainement profiter des consultations prébudgétaires ou d'autres occasions pour apporter les modifications que l'honorable sénateur a proposées. C'est, selon moi, quelque chose qu'on peut suivre de près.

Si vous me le permettez, je demanderais à mes fonctionnaires s'ils ont également des observations à formuler à ce sujet.

Alexis Jonathan Conrad, sous-ministre adjoint principal, Direction générale de la sécurité du revenu et du développement social, Emploi et Développement social Canada : Vous avez raison, sénateur : la Loi d'exécution du budget contient une erreur de rédaction. En effet, le chiffre n'a pas été modifié après le retrait d'une disposition de la Loi d'exécution du budget. Cette erreur, qui touche les bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse âgés de 75 ans et plus, doit être corrigée. Elle ne concerne en rien l'exemption demandée dans ce projet de loi, mais nous savons qu'elle est là. Nous collaborons avec le ministère de la Justice, qui est au courant de cette erreur de rédaction, pour voir si le gouvernement la corrigerait au moyen d'une loi correctrice, conformément au processus habituel pour ces genres de correctifs. Je peux vous assurer que nous sommes au fait du problème, et mon collègue, M. Groen, peut expliquer comment nous procéderons pour que le paiement unique n'ait pas de répercussions négatives sur les gens. Il s'agit toutefois d'une question distincte de celle que le projet de loi vise à résoudre. Je comprends qu'il existe un lien entre les prestations versées aux aînés, mais cet amendement n'aura aucune incidence sur la tentative d'exempter les prestations versées pendant la pandémie du calcul du Supplément de revenu garanti à compter du 1^{er} juillet 2022.

Senator Patterson: With all respect, if I may, the BIA was intended to exempt all of these kinds of payments, including the \$500 one-time payment that was generously provided, all of those payments from taxation to seniors. The act is flawed in that it missed the full suite of payments, including the \$500 one-time payment.

The miscellaneous statutes amendment act is not appropriate for this. This is not a comma or semicolon or a T or I not crossed or dotted. This is a legislative drafting error which, with respect, does not give you the authority.

Frankly, Madam Minister, if we approve an amendment in committee or in the Senate next week, maybe it will take a week off the timetable that has been imposed or suggested be imposed on us, but the work will expand to fit the time allotted.

I ask you to work with us to get this done right, and quickly, with goodwill on all sides. I'm sure the House of Commons will be happy to accept the amendment and make sure that everybody has the proper legal authority to do this right. I'm asking if you would agree that we can work together to make this happen promptly, in a quick manner that would have the bill go through the Senate and back to the House of Commons in the proper form. There's a simple amendment possible: instead of exempting A, B, C, D, we would exempt A, B, C, D, and E. That would fix it and let us all move forward together with goodwill to get this done right.

Ms. Khera: I would like to first thank the honourable senator. I believe, as my official alluded to, there is an avenue for that to get done, but I would argue that we know the urgency in getting Bill C-12 passed quickly to make sure those seniors — the most vulnerable, the lowest-income seniors — can have surety and certainty that their pandemic benefits won't be affected.

As the honourable senator may know, both CRA and ESDC have a lot of work together in the months leading up to each July. We need to give them time to make sure this exemption is actually possible. I think any time that we are limiting that factor, it will have a huge impact on those vulnerable seniors. I certainly don't think anyone wants to do that.

As you know, this bill was put in in collaboration with all different parties, with many conversations that I've had with my honourable members from different parties and critics. Indeed, we've held MP and senator sessions on technical briefings and engaged with stakeholders on this. There is certainly a huge urgency to get it done right and to give those most vulnerable seniors that certainty that their pandemic benefits won't have a negative impact in that situation. The folks that are on GIS are some of the most vulnerable, low-income seniors. I think we can

Le sénateur Patterson : Je ferais respectueusement remarquer, si je le puis, que la Loi d'exécution du budget visait à exempter d'impôt tous ces genres de paiements faits aux aînés, y compris le paiement unique de 500 \$ qui a été généreusement offert. La loi est lacunaire, car elle omet tout l'éventail de paiements, y compris celui de 500 \$.

La loi correctrice n'est pas l'outil qui convient ici. Il ne s'agit par de corriger une virgule, un point-virgule, un *t* sans barre ou un *i* sans point, mais une erreur de rédaction qui, je ferais respectueusement remarquer, vous prive d'un pouvoir.

À dire vrai, madame la ministre, si le comité ou le Sénat adopte un amendement la semaine prochaine, cela enlèvera peut-être une semaine au temps qui nous a été accordé ou qu'on a proposé de nous accorder, mais le travail se prolongera pour occuper le temps accordé.

Je vous demande de collaborer avec nous pour rectifier la situation correctement et rapidement en faisant preuve de bonne volonté de toutes parts. Je suis certain que la Chambre des communes acceptera l'amendement avec joie et veillera à ce que tout le monde dispose du pouvoir juridique nécessaire pour procéder dans les règles. Je vous demande si vous convenez que nous devrions collaborer pour régler cette affaire rapidement, de sorte que le projet de loi soit adopté par le Sénat et renvoyé à la Chambre des communes dans les formes. Il est possible d'apporter un simple amendement : au lieu d'exempter A, B, C, D, nous exempterions A, B, C, D et E. Cela résoudrait la question et nous permettrait d'aller tous de l'avant avec bonne volonté pour faire ce qu'il faut correctement.

Mme Khera : Je voudrais d'abord remercier l'honorable sénateur. Je pense, comme mon fonctionnaire l'a souligné, qu'il existe un moyen de rectifier la situation, mais nous savons qu'il est urgent d'adopter le projet de loi C-12 rapidement pour que les aînés — les plus vulnérables et aux revenus les plus faibles — puissent être sûrs et certains que les prestations reçues pendant la pandémie ne seront pas touchées.

L'honorable sénateur saura peut-être que l'ARC et EDSC ont beaucoup de travail à accomplir ensemble dans les mois précédant le mois de juillet. Nous devons leur laisser le temps de faire en sorte que cette exemption soit possible. Je pense que chaque fois que nous limitons ce facteur, cela aura une incidence considérable sur les aînés vulnérables. Je suis certaine que personne ne veut cela.

Comme vous le savez, ce projet de loi est le fruit de la collaboration entre tous les partis et des nombreux échanges que j'ai eus avec les honorables députés de tous les partis et les divers porte-paroles. En fait, nous avons offert aux députés et aux sénateurs des séances d'information techniques et collaboré avec les intervenants dans ce dossier. Il est certainement très urgent de faire ce qu'il faut pour garantir aux aînés vulnérables que les prestations reçues pendant la pandémie n'auront pas de répercussions négatives dans cette situation. Les bénéficiaires du

all get together and get this done so we can have it in place so that seniors won't be affected.

The Chair: Thank you, minister. As we move to Senator Poirier, I will ask everyone, senators and witnesses, to try to compress the responses. Everyone has their hand raised, and I want to be fair to everyone.

Senator Poirier: Thank you, minister, and the other witnesses for being with us today. It is greatly appreciated.

I know you talked a lot about the urgency of having all this done by March 4. I also understand and realize that it was introduced in the House of Commons on February 8, and seven days later, on the 15th, we had the second reading. We're here in a time crunch with very little time.

But I'm also aware, minister, that the former Minister of Seniors at the time knew about this problem as far back as May 12, 2020. I'd like to quote her comments at the time:

The Canada Emergency Response Benefit is intended to replace income that has been lost due to COVID-19. It's considered to be a taxable income and must be considered when determining entitlements to the Guaranteed Income Supplement (GIS) and the allowances. This being said, this will not affect the Guaranteed Income Supplement and the Allowance for about a year. Income received from the Canada Emergency Response Benefit in 2020 will only affect the GIS and Allowance benefit amounts beginning in July 2021, as these benefits will be based on 2020 income.

My question to you, minister, is this: Can you tell us why it took so long to do this — we're now in the last days and in a time crunch to get this done by March 4 — if that problem was existing way back in 2020?

Ms. Khera: Thank you, senator. The reality of the matter is we are still living under this pandemic. I think it's important to recognize that at the height of this pandemic, we moved very quickly to provide supports for people, whether it was seniors, workers, businesses or students, to make sure that Canadians knew that their government had their backs. We left no stone unturned to make sure they were supported.

I can assure the honourable senator, when I was first appointed to this role, we moved very quickly. Indeed, I would say this was the very first briefing I received, and we moved very quickly and looked at all the different options available with our extraordinary officials, and, of course, with the Minister of Finance, to quickly put in a major investment in the financial and

Supplément de revenu garanti comptent parmi les aînés les plus vulnérables et aux revenus les plus faibles. Je pense que nous pouvons travailler main dans la main pour corriger la situation afin qu'ils ne pâtissent pas de la situation.

La présidente : Je vous remercie, madame la ministre. Alors que nous passons à la sénatrice Poirier, je demanderais à tous les sénateurs et les témoins de tenter de comprimer les réponses. Tout le monde lève la main et je veux être équitable envers tous.

La sénatrice Poirier : Je remercie la ministre et les autres témoins de comparaître aujourd'hui. C'est fort gracieux de leur part.

Je sais que vous avez beaucoup parlé du fait qu'il est urgent d'adopter ce projet de loi d'ici le 4 mars. Je comprends également que cette mesure a été déposée à la Chambre des communes le 8 février et a fait l'objet d'une deuxième lecture sept jours plus tard, soit le 15. Le délai est donc très serré.

Cependant, je sais aussi que l'ancienne ministre des Aînés connaissait ce problème dès le 12 mai 2020. Voici ce qu'elle avait déclaré à l'époque :

La PCU vise à remplacer les revenus perdus en raison de la COVID-19. Comme elle est considérée comme un revenu imposable, nous devons en tenir compte pour déterminer l'admissibilité au Supplément de revenu garanti (SRG) et aux Allocations. Cela dit, la PCU n'aura aucune incidence sur le SRG et les Allocations pendant environ un an. Les revenus perçus en 2020 dans le cadre de la PCU n'auront une incidence sur les prestations du SRG et les Allocations qu'à partir de juillet 2021, car ces prestations seront établies en fonction des revenus de 2020.

Je vous pose donc la question suivante, madame la ministre : pouvez-vous nous dire pourquoi vous avez mis autant de temps à agir si ce problème existait déjà en 2020? Nous en sommes aux derniers jours et le temps nous presse pour adopter ce projet de loi d'ici le 4 mars.

Mme Khera : Je vous remercie, sénatrice. Le fait est que nous sommes toujours aux prises avec la pandémie. Je pense qu'il importe d'admettre qu'au plus fort de la pandémie, nous avons agi très rapidement pour fournir du soutien aux gens, qu'il s'agisse des aînés, des travailleurs, des entreprises ou des étudiants, pour que les Canadiens sachent que leur gouvernement est là pour les appuyer. Nous avons tout fait pour les aider.

Je peux assurer à l'honorable sénatrice que quand j'ai été nommée ministre, nous avons agi très rapidement. En fait, je dirais que la toute première séance d'information que j'ai reçue portait sur cette question, et nous avons agi très rapidement et étudié les diverses solutions avec nos extraordinaires fonctionnaires et, bien entendu, la ministre des Finances pour

economic update, which is going to fully compensate these seniors who were affected last year.

Of course we want to make sure that we move even further, and, of course, that work is under way to make sure that those seniors get the support they need. This is precisely why we introduced Bill C-12, to ensure that this does not happen again. Give vulnerable seniors the security that GIS and allowance benefits won't be impacted because of the pandemic benefits they took last year. I hope we can all work together on this.

This is something that unanimously passed the House of Commons. We worked with all different parties and stakeholders. We've had many conversations with senators, including in this committee, to make sure they understand the urgency and the technicalities that do exist. But I really think we can certainly work together to ensure that these most vulnerable seniors can have that comfort moving forward.

Senator Poirier: Following a comment you just said about making sure this doesn't happen again, out of the \$742 million in payments, which would go to approximately 183,000 GIS recipients age 65 and older, and another 21,000 Allowance going to those 60 to 64, can you tell me if that \$742 million includes the loss that the GIS recipients will experience for the remaining months of this current benefit year, or will another payment be necessary to cover that period? And if yes, what would that amount be?

Ms. Khera: Thank you for that important question. Let me say, as I mentioned to the honourable senator, that we moved very quickly to provide and put in our financial and economic update a significant amount of money, which is going to fully compensate the seniors that lost their GIS. For example, an individual whose monthly GIS was reduced to \$100 will receive a one-time \$1,200 payment. So we're moving this, as the honourable member may know, in April of this year, in the next two months. For individuals who are in extremely precarious financial situations, we'll also be able to provide them with their payments even earlier than that. We moved very quickly on that, and I will turn to my officials to give a little bit more breakdown on the numbers you provided.

Annette Gibbons, Associate Deputy Minister, Employment and Social Development Canada: I think you covered it well, minister. We are fully compensating people for the loss for July 2021 to the July 2022 GIS period.

effectuer rapidement un investissement substantiel dans la mise à jour financière et économique afin de dédommager entièrement les aînés qui ont été touchés l'an dernier.

Bien entendu, nous voulons aller plus loin, et des travaux sont en cours pour que les aînés touchés obtiennent le soutien dont ils ont besoin. C'est précisément la raison pour laquelle nous avons déposé le projet de loi C-12; nous voulons éviter que cette situation ne se reproduise. Il faut garantir aux aînés vulnérables que les prestations reçues pendant la pandémie l'an dernier n'auront aucune incidence sur leurs prestations de Supplément de revenu garanti et de l'Allocation. J'espère que nous pouvons tous travailler ensemble dans ce dossier.

La Chambre des communes a adopté ce projet de loi à l'unanimité. Nous avons collaboré avec tous les partis et les intervenants, et eu de nombreux échanges avec les sénateurs, y compris au sein de votre comité, pour être certains qu'ils comprennent l'urgence de la situation et les subtilités du dossier. Je suis convaincue que nous pouvons certainement travailler ensemble pour que les aînés les plus vulnérables soient rassurés dans l'avenir.

La sénatrice Poirier : Pour faire suite à ce que vous venez de dire sur le fait que cette situation ne doit plus se reproduire, pouvez-vous me dire si les paiements de 742 millions de dollars qui seront versés à quelque 183 000 bénéficiaires du Supplément de revenu garanti âgés de 65 ans et plus et à environ 21 000 bénéficiaires de l'Allocation qui ont de 60 à 64 ans incluent la perte que les bénéficiaires du Supplément de revenu garanti subiront pour les derniers mois de la présente année de prestations ou si un autre paiement sera nécessaire pour couvrir cette période? Si c'est le cas, quel serait le montant?

Mme Khera : Je vous remercie de cette importante question. Permettez-moi de dire que, comme je l'ai indiqué à l'honorable sénatrice, nous avons agi très rapidement pour fournir, dans le cadre de la mise à jour financière et économique, un montant d'argent substantiel pour dédommager entièrement les aînés qui ont perdu leur Supplément de revenu garanti. Par exemple, une personne dont les prestations ont diminué à 100 \$ recevra un paiement unique de 1 200 \$. Nous agissons donc dans ce dossier, comme l'honorable sénatrice le saura, pour effectuer les paiements en avril et au cours des deux prochains mois. Pour les personnes en situation financière extrêmement précaire, nous pourrons faire ces versements encore plus tôt. Nous avons agi rapidement à cet égard, et je laisserai maintenant mes fonctionnaires vous en dire un peu plus sur les chiffres que vous avez énoncés.

Annette Gibbons, sous-ministre déléguée, Emploi et Développement social Canada : Je pense que vous avez bien fait le tour de la question, madame la ministre. Nous dédommagerons entièrement les gens pour la perte encourue pendant la période de prestations du Supplément de revenu garanti allant de juillet 2021 à juillet 2022.

The Chair: We will move now to the sponsor of the bill in the Senate, Senator Cordy.

Senator Cordy: It's great to be back at the Social Affairs Committee. I spent many years on it. As usual, the questions from senators are terrific.

I am speaking to you today from the unceded land of the Mi'kmaq people.

I would like to go back to Senator Patterson's concern. The amendment he suggested would indeed not be to Bill C-12. The amendment would be to change the drafting concern from a totally different piece of legislation. We've heard that this drafting issue could be fixed. All the materials that I've read over the past couple of weeks said it could be fixed as part of a miscellaneous statute law amendment act or another piece of legislation. You also mentioned that today, minister.

First, has the numbering resulted in any material impacts on benefits and services for seniors to date?

Second, I know that you talked about the effect that the proposed amendment would have on seniors. Could you be specific?

Third, the March 3 deadline is so important. Anything that I've read talks about the March 3 deadline. What happens if that's not reached? Mr. Groen — a compliment to you — I read your response to this in the House of Commons. Minister, if you wouldn't mind either explaining it or handing it off to Mr. Groen. Thank you.

Ms. Khera: Absolutely. I will certainly turn to Mr. Groen to explain. I think there is a significant urgent need to get it through, and those seniors are certainly looking at all of us who worked together. Senator, as you very well know, we worked in collaboration with all different parties, and you all will appreciate how hard it is to get every single party on board to do something. But this is something everyone got behind because they understood, and they heard from their constituents and those very vulnerable seniors why it was so important to do just that.

I will turn to Cliff. If you can talk a little bit about why the tight timeline is so important and crucial.

Cliff C. Groen, Senior Assistant Deputy Minister, Benefits and Integrated Services Branch, Service Canada, Employment and Social Development Canada: Thank you, chair, and minister, and thank you, senator for the question.

La présidente : Nous accordons maintenant la parole à la marraine du projet de loi au Sénat : la sénatrice Cordy.

La sénatrice Cordy : Quelle joie de revenir au sein du Comité des affaires sociales, dont j'ai été membre pendant de nombreuses années. Les sénateurs ont posé d'excellentes questions, comme d'habitude.

Je vous parle aujourd'hui du territoire non cédé du peuple mi'kmaq.

Je voudrais revenir à la préoccupation du sénateur Patterson. L'amendement qu'il propose ne figurerait effectivement pas dans le projet de loi C-12. Il corrigera une erreur de rédaction dans un tout autre projet de loi. Nous avons entendu que cette erreur peut être rectifiée. Tous les documents que j'ai lus au cours des dernières semaines indiquent qu'il pourrait l'être au moyen d'une loi correctrice ou d'une autre mesure législative. C'est également ce que vous avez affirmé aujourd'hui, madame la ministre.

D'abord, le numérotage a-t-il eu des conséquences tangibles sur les prestations et les services destinés aux aînés jusqu'à présent?

De plus, je sais que vous avez traité de l'effet que l'amendement proposé aurait sur les aînés. Pourriez-vous être plus précise?

Enfin, l'échéance du 3 mars est très importante. Tout ce que j'ai lu parle du délai du 3 mars. Que se passera-t-il s'il n'est pas respecté? Monsieur Groen, j'ai lu ce que vous avez répondu à cette question à la Chambre des communes, et je vous en félicite. Madame la ministre, auriez-vous l'amabilité d'expliquer ce point ou de laisser M. Groen s'en charger? Je vous remercie.

Mme Khera : Nous répondrons volontiers. Je laisserai certainement M. Groen fournir des explications. Je pense qu'il est extrêmement urgent de résoudre ce problème et que les aînés nous observent certainement alors que nous travaillons tous ensemble. Sénatrice, comme vous le savez fort bien, nous collaborons avec tous les partis, et vous comprendrez à quel point il est difficile d'obtenir l'adhésion de chaque parti pour faire quelque chose. Tous les partis ont accepté, car ils ont entendu les doléances des aînés et de leurs électeurs et comprennent pourquoi il est extrêmement important de régler ce problème.

Je céderai la parole à M. Groen, qui pourra vous expliquer brièvement pourquoi le délai serré est si important et si crucial.

Cliff C. Groen, sous-ministre adjoint principal, Direction générale des prestations et des services intégrés, Service Canada, Emploi et Développement social Canada : Je vous remercie beaucoup, madame la présidente et madame la ministre. Je remercie également la sénatrice de sa question.

I would like to be very clear. March 4 is a very hard deadline, and the reason is that is the root of how the program is designed and administered. We receive throughout the year a data feed from CRA with income information. From the middle of March to the following February, the income information is based on the previous tax year. So up until early February this year, we were receiving income information from CRA for the 2020 tax year, the most recent tax year that has been completed. That information is used to determine people's eligibility for the benefit, both existing beneficiaries as well as new applicants.

Every year, from the middle of February to early March, that income feed is put on hold as there is a shift and a system change both at CRA and Service Canada to change over the income tax year. Right now, we're in the midst of that change from the 2020 tax year to the 2021 tax year.

The hard deadline of next Friday, March 4, is in order for CRA to determine how that income feed will come to us. Will it be based on this new legislation, therefore exempting 2021 pandemic benefits from the GIS calculation, which would be what this legislation would provide, or will it revert to the existing prior to this legislation and therefore it would be counted as income?

If we do not have Royal Assent by then, we would not be able to proceed with the implementation of this legislation. It is not that we could not do it for a week — we would not be able to implement it because we need to turn that income feed back on in order for us to continue to pay Canadians their OAS and GIS benefits. If someone had applied for GIS and OAS in January of this year and we're in the midst of processing it, right now that application is on hold because we do not have that income information because we're shifting over from one year to the next. After March 4, that income feed resumes, and we need to know whether we have Royal Assent to be able to operate under the new legislation and, therefore, exempt these benefits.

Every week, tens of thousands of GIS recipients are processed. So if we delay this, that puts in jeopardy those tens of thousands and puts at risk the overall delivery of the program. Thank you.

Ms. Khera: If I may, just to answer your first question around the drafting error, because I think we went to your last question first, the drafting error has no impact on any seniors, and I commit to this committee that this is something we can certainly look at and work with you in dealing with it in an appropriate legislative vehicle, but it does not have an impact on this particular bill, Bill C-12. It's important to recognize that, and, as

Je tiens à être très clair. L'échéance du 4 mars est très ferme en raison de la manière fondamentale dont le programme est conçu et géré. Tout au long de l'année, nous recevons de l'ARC un flux de données fiscales. Du milieu de mars jusqu'au mois de février suivant, les renseignements fiscaux se fondent sur l'exercice précédent. Ainsi, jusqu'au début de février de cette année, l'ARC nous a envoyé des données fiscales pour l'exercice 2020, soit le dernier exercice terminé. Ces renseignements sont utilisés pour établir l'admissibilité des gens aux prestations, et ce, tant pour les bénéficiaires existants que pour les nouveaux.

Chaque année, de la mi-février au début de mars, ce flux de données est suspendu quand l'ARC et Service Canada passent à l'exercice suivant dans leurs systèmes. Nous sommes actuellement au milieu de ce changement alors que les systèmes passent de l'exercice 2020 à l'exercice 2021.

Si l'échéance ferme est fixée à vendredi prochain, soit le 4 mars, c'est pour que l'ARC détermine comment ces données fiscales nous parviendront. Tiendra-t-elle compte de la nouvelle loi, excluant les prestations reçues en 2021 en raison de la pandémie du calcul du Supplément de revenu garanti, conformément à la nouvelle loi, ou reviendra-t-elle à la méthode qui existait avant la loi et considérera ainsi que ces prestations constituent un revenu?

Si nous n'avons pas la sanction royale d'ici là, nous ne pourrons pas mettre la loi en application. Ce n'est pas que nous ne pourrions pas le faire pendant une semaine — nous ne serions pas en mesure de le faire parce que nous avons besoin de réactiver la transmission des données sur le revenu pour pouvoir continuer à verser aux Canadiens leurs prestations de SV et de SRG. Si une personne a présenté une demande de SRG et de SV en janvier de cette année et que nous sommes en train de la traiter, cette demande est actuellement en suspens parce que nous n'avons pas les renseignements sur le revenu, en raison du passage d'une année à l'autre. Après le 4 mars, la transmission des renseignements sur le revenu reprend, et nous devons savoir si nous avons la sanction royale pour pouvoir fonctionner selon la nouvelle loi et, par conséquent, exempter ces prestations.

Chaque semaine, les dossiers de dizaines de milliers de bénéficiaires du SRG sont traités. Donc, un retard va porter préjudice à ces dizaines de milliers de personnes et à la mise en œuvre du programme dans son ensemble. Merci.

Mme Khera : Si vous le permettez, je vais répondre à votre première question concernant l'erreur de rédaction, car je pense que nous avons d'abord répondu à votre dernière question. L'erreur de rédaction n'a aucune incidence sur les aînés, et je m'engage auprès du comité à examiner cette question et à collaborer avec vous pour la traiter au moyen de l'outil législatif approprié, mais elle n'a pas d'incidence sur ce projet de loi

Cliff mentioned, recognize the timeliness in making this happen for those most vulnerable seniors to ensure they're supported. Thank you.

Senator Moodie: Thank you to the minister and to your senior leaders for joining us today.

My question is in two parts. The first is: How was the figure of the automatic one-time payment decided upon? How do we know that it is sufficient? Tell us in that answer a little more about the analysis that you performed on GBA+ considerations here and how this financial hardship might affect people of colour, people of Indigenous background and vulnerable groups.

The second part of my question has to do with the current international context, which reminds us that our economy is quite volatile at times and the price of essential goods can and will fluctuate as it is doing now. Do you believe, minister, that the approach to GIS and other supports for seniors is robust enough in calculating what the supports need to be to handle the various pressures they face and will face in their budgets?

Ms. Khera: Thank you for your important question. The amount that was proposed in the Fall Economic Statement was based on the number of seniors. I will turn to my officials to tell you why we came to this number, but this is to fully compensate them for the losses they have had.

Certainly, we talked about GBA+, and I think it's so important. In everything, especially the budgetary work that we do, we have a GBA+, and it's important to look at that intersectionality, whether it is racialized seniors, seniors within minority groups, seniors in the Indigenous community or seniors who are disabled and to have that intersectionality in everything that we do as a government. I absolutely agree with you, and that's the work that I'm committed to do.

On your second question about the work we are doing to help seniors, when it comes to strengthening their financial security, this is the biggest priority for me as the Minister of Seniors. This is something that we've heard loud and clear from seniors across Canada; this is something that is needed.

I will first state that OAS and GIS benefits are indexed quarterly based on the Consumer Price Index, so they have increases depending on the cost of living. Seniors can rest assured that, by law, OAS benefits amounts cannot decrease. They stay at the same level even when there is a decrease in the cost of living, so they're indexed.

particulier, le projet de loi C-12. Il est important de le reconnaître et, comme M. Groen l'a mentionné, de reconnaître la nécessité d'agir en temps opportun pour les aînés les plus vulnérables afin de leur assurer un soutien. Merci.

La sénatrice Moodie : Je remercie la ministre et les hauts dirigeants de se joindre à nous aujourd'hui.

Ma question comporte deux parties. La première est la suivante. Comment a-t-on décidé du montant du paiement unique automatique? Comment savons-nous qu'il est suffisant? En répondant à cela, veuillez nous en dire un peu plus sur l'ACS+ que vous avez réalisée et sur la façon dont les difficultés financières peuvent affecter les personnes de couleur, les personnes d'origine autochtone et les groupes vulnérables.

La deuxième partie de ma question concerne le contexte international actuel, qui nous rappelle que notre économie est parfois assez volatile et que le prix des biens essentiels peut et va fluctuer comme c'est le cas actuellement. Madame la ministre, estimez-vous que l'approche relative au SRG et aux autres mesures de soutien aux personnes âgées est assez ferme quand il s'agit de calculer le soutien nécessaire pour leur permettre de faire face aux diverses pressions actuelles et futures sur leur budget?

Mme Khera : Je vous remercie de cette importante question. Le montant qui a été proposé dans l'énoncé économique de l'automne était fondé sur le nombre de personnes âgées. Je vais demander à mes fonctionnaires de vous expliquer pourquoi nous sommes arrivés à ce montant, mais le but est de les indemniser pleinement pour les pertes qu'elles ont subies.

Bien sûr, nous avons parlé de l'ACS+, et je pense que c'est très important. Dans tout ce que nous faisons, particulièrement en matière de budget, nous réalisons une ACS+, et il est important d'examiner l'intersectionnalité, qu'il soit question d'aînés appartenant à des groupes raciaux ou à des groupes minoritaires, ou d'aînés autochtones ou handicapés, et d'intégrer cette intersectionnalité dans tout ce que nous faisons en tant que gouvernement. Je suis tout à fait d'accord avec vous, et c'est le travail que je suis déterminée à faire.

En ce qui concerne votre deuxième question sur le travail que nous faisons pour aider les aînés, renforcer leur sécurité financière est la plus grande priorité pour moi en tant que ministre des Aînés. Les aînés de partout au Canada nous l'ont dit haut et fort : c'est une nécessité.

Je tiens d'abord à préciser que les prestations de la SV et du SRG sont indexées trimestriellement en fonction de l'indice des prix à la consommation, de sorte qu'elles augmentent en fonction du coût de la vie. Les aînés peuvent être sûrs que, conformément à la loi, le montant des prestations de la SV ne peut pas diminuer. Il ne diminue pas même si le coût de la vie diminue. La prestation est donc indexée.

Strengthening financial security for seniors is the biggest priority for me. As the honourable senator may know, one of the very first things that we did as a government was to restore the age of eligibility for OAS and GIS back to 65 from 67. We then moved forward and enhanced the Guaranteed Income Supplement that has helped over 900,000 low-income, single seniors and has lifted over 45,000 seniors out of poverty.

Of course we need to be doing more. There is the work we are doing in terms of enhancing the CPP or QPP or the work we're doing, as the honourable senator may know, by the permanent increase of 10% of OAS for those 75 and older. Of course I have a very ambitious agenda in my mandate letter. One of my biggest priorities in my mandate letter is around increasing the Guaranteed Income Supplement by \$500 for single seniors and \$750 for couples. This is a big priority for me, and we are going to continue to make sure that we support seniors, but particularly those most vulnerable seniors in Canada.

I will certainly turn to my officials to answer your first question around where that exact number in the Fall Economic Statement came from. Maybe I'll turn to Cliff or —

Ms. Gibbons: I can take it. Basically, we knew the individuals who had lost some or all GIS due to receipt of pandemic benefits. We knew that number, and we knew the amounts that they had lost, so it was a very simple calculation to make them whole.

Senator Lankin: I have three quick questions. The first one is just a question about data. You showed us how many women, greater percentage of women, greater percentage of Indigenous, Black, people of colour, and we know that relates to the economic status of those groups in our country, which is another issue for us to address at some time. I'm wondering if you have any data that gives us analysis of regional breakdown on these numbers on a proportional basis to the population of the provinces or territories. It would just be of interest. If you don't have that today, that's fine. Could you forward that to us? I think it's something of general interests for us to know. That's my first question.

Ms. Khera: Thank you. Alexis, do you have that data to share?

Mr. Conrad: Yes, minister. Chair, I can walk through the provincial numbers. Also, we would be happy to share them with the committee after. I will go through each one, if that helps. I'm focused here on not the allowance ones but the GIS.

Renforcer la sécurité financière des personnes âgées est ma principale priorité. Comme l'honorable sénatrice le sait peut-être, l'une des toutes premières choses que nous avons faites en tant que gouvernement a été de ramener de 67 à 65 ans l'âge d'admissibilité à la SV et au SRG. Nous avons ensuite amélioré le Supplément de revenu garanti, ce qui a aidé plus de 900 000 aînés vivant seuls à faible revenu et a permis à plus de 45 000 aînés de se sortir de la pauvreté.

Bien sûr, nous devons en faire plus. Nous travaillons à l'amélioration du RPC ou du RRQ ou, comme la sénatrice le sait peut-être, à l'augmentation permanente de 10 % de la SV pour les personnes âgées de 75 ans et plus. Ma lettre de mandat renferme un programme très ambitieux. L'une des plus grandes priorités de ma lettre de mandat concerne l'augmentation du Supplément de revenu garanti de 500 \$ pour les personnes âgées seules et de 750 \$ pour les couples. C'est une grande priorité pour moi, et nous allons continuer de veiller à soutenir les personnes âgées, mais surtout les plus vulnérables d'entre elles au Canada.

Je vais inviter mes fonctionnaires à répondre à votre première question, à savoir d'où vient le chiffre exact de l'énoncé économique de l'automne. Je vais peut-être me tourner vers M. Groen ou...

Mme Gibbons : Je peux répondre. En gros, nous savions quelles étaient les personnes qui avaient perdu une partie ou la totalité du SRG parce qu'elles avaient reçu des prestations liées à la pandémie. Nous en connaissions le nombre, et nous étions au courant des montants qu'elles avaient perdus, alors il s'agissait d'un calcul très simple pour leur rendre leur dû.

La sénatrice Lankin : J'ai trois questions rapides. La première porte simplement sur les données. Vous nous avez montré le nombre de femmes, les pourcentages plus élevés de femmes, d'Autochtones, de Noirs, de personnes de couleur, et nous savons que cela est lié au statut économique de ces groupes dans notre pays, ce qui est une autre question que nous devrons aborder à un moment donné. Je me demande si vous avez des données qui nous permettent d'avoir une ventilation par région de ces chiffres sur une base proportionnelle à la population des provinces ou des territoires. Ce serait intéressant. Si vous ne les avez pas aujourd'hui, ce n'est pas grave. Pourriez-vous nous faire parvenir cette information? Je pense que c'est de l'information d'intérêt général que nous devrions avoir. C'est ma première question.

Mme Khera : Merci. Monsieur Conrad, avez-vous de telles données à fournir?

M. Conrad : Oui, madame la ministre. Madame la présidente, je peux vous présenter les données provinciales. Nous serons également heureux de les transmettre au comité par la suite. Je vais les parcourir toutes, si cela peut vous être utile. Je vais me concentrer non pas sur les prestations, mais sur le SRG.

Senator Lankin: I would be fine, Madam Chair, with it being sent.

Mr. Conrad: That's perfect. We have a nice chart we can share with you.

Senator Lankin: Thank you very much.

The GIS for low-income seniors and the child benefit for low-income families are certainly a base floor that we accept as a society that's necessary. I wonder why the government's approach separates out those two groups and why we don't so that across the entire low-income population — to give it a name that might turn you against it right away, but a basic-income approach. To me, during CERB, it was a perfect opportunity that the government didn't take. They recognized the need, and that could have been generalized. Do you have any comment — it's really to you, minister, not to the officials — on that from a government perspective?

Ms. Khera: Thank you for that important question, senator.

As you may know, our government is certainly committed to ensuring that no Canadian ever needs to make the impossible choice between the reality around paying their rent or putting food on their table. We know Canadians have different needs that require different levels of support, and that is why, in addition to the CERB, we also introduced the new caregiver benefits and the new Canada Recovery Benefit, which will help sustain our economic recovery and ensure that no one falls through the cracks.

We're also ensuring that we have Canadians' backs every step of the way, whether it is, as you mentioned, the Canada Child Benefit, which I know has helped nine out of ten families in my own communities, which is one of the youngest communities in the country, or the work we're doing by enhancing the Guaranteed Income Supplement and the OAS, which we've done, as I mentioned earlier, that has actually helped 900,000 low-income seniors and has lifted over 45,000 seniors out of poverty. Of course, as I mentioned, we have an ambitious agenda. This summer we will be increasing the Old Age Security for those 75 and over because we know as they age so do their needs.

Of course, in my mandate letter, my biggest commitment is to increase the Guaranteed Income Supplement certainly \$500 for single seniors and \$750 for a couple. We're committed to doing more. This is a priority for me, and we're going to continue to do that work. Thank you.

La sénatrice Lankin : Madame la présidente, je serais d'accord pour que l'information soit simplement transmise au comité.

M. Conrad : C'est parfait. Nous avons un beau tableau que nous pouvons vous envoyer.

La sénatrice Lankin : Merci beaucoup.

Le SRG pour les aînés à faible revenu et la prestation pour enfants pour les familles à faible revenu constituent certainement un minimum vital que nous acceptons en tant que société. Je me demande pourquoi l'approche du gouvernement sépare ces deux groupes et pourquoi nous n'optons pas pour une solution applicable à l'ensemble de la population à faible revenu — soit le principe du revenu de base, dont le simple nom pourrait vous rebouter d'emblée. Pour moi, pendant que la PCU avait cours, le gouvernement a manqué une occasion parfaite. Ils ont reconnu le besoin, et cela aurait pu être généralisé. Avez-vous des observations à formuler à ce sujet — je m'adresse vraiment à vous, madame la ministre, et non aux fonctionnaires —, du point de vue du gouvernement?

Mme Khera : Je vous remercie de cette importante question, sénatrice.

Comme vous le savez peut-être, notre gouvernement s'est engagé à faire en sorte qu'aucun Canadien n'ait jamais à faire le choix impossible entre payer son loyer et mettre de la nourriture sur sa table. Nous savons que les Canadiens ont des besoins différents qui exigent des degrés de soutien différents. C'est la raison pour laquelle, en plus de la PCU, nous avons mis en place les nouvelles Prestations pour proches aidants et la nouvelle Prestation canadienne de la relance économique, qui contribueront à soutenir notre reprise économique et à faire en sorte que personne ne tombe entre les mailles du filet.

Nous veillons au soutien des Canadiens à toutes les étapes de leur vie, qu'il s'agisse, comme vous l'avez mentionné, de l'Allocation canadienne pour enfants, dont je sais qu'elle a aidé 9 familles sur 10 dans ma propre collectivité — l'une des plus jeunes du pays — ou des améliorations que nous avons apportées au Supplément de revenu garanti et à la Sécurité de la vieillesse et qui, comme je l'ai dit plus tôt, ont aidé 900 000 aînés à faible revenu et sorti plus de 45 000 aînés de la pauvreté. Bien sûr, comme je l'ai mentionné, nous avons un programme ambitieux. Cet été, nous augmenterons la Sécurité de la vieillesse pour les personnes de 75 ans et plus, car nous savons que leurs besoins augmentent avec l'âge.

Bien sûr, dans ma lettre de mandat, mon plus grand engagement est d'augmenter le Supplément de revenu garanti de 500 \$ pour les personnes âgées seules et de 750 \$ pour un couple. Nous nous sommes engagés à en faire plus. C'est une priorité pour moi, et nous allons continuer de faire ce travail. Je vous remercie.

Senator Lankin: My final question goes back to Senator Patterson and Senator Poirier and the comment about the drafting error that needs to be corrected.

I fully understand what Mr. Groen and others and you, minister, have said about the deadline and the timeline. I'm prepared to accept that and work with what we have in front of us. You're catching the backlash, which is a growing sentiment around the whole chamber in the Senate of the impossible timelines that are given, not on this specific bill but in general. That's why some of these drafting errors don't get caught, because we're not given enough time to do our jobs properly, let alone what the House of Commons has done.

There is a way without waiting. It's been years since there has been a miscellaneous statutes amendment brought forward. There is also the budget implementation act, but you could also have a very straight, short, easy bill to correct this, that you have the government draft and introduce in the Senate, and it could probably be done as quickly as we'll get this bill done, but I leave that with you. Do you have any comments on it?

Ms. Khera: Thank you, senator. I will say as the new Minister of Seniors that I will certainly — and I commit to you working with all of you, particularly in this committee — find ways and make that correction. Certainly in different legislative agendas and with the BIA you mentioned and others, I commit to you in working with you in finding a way forward on that for sure.

I will say when it comes to Bill C-12, I think you have all seen the urgent need to get this through because of the timelines you are aware of, and we need to move forward on that for sure. But I will also say I certainly recognize the important work that all of you do and the tight timelines that you have been working with, and I certainly recognize the importance of Parliament taking time to consider legislation. I will say in this particular bill we've held MP sessions, senators' sessions, worked proactively with many of you to make sure we are proactive in working towards this, but I will assure you that there's an urgency to get this done, and that is why we're in this urgent situation, but I will certainly work with you on other legislation moving forward.

The Chair: Thank you, minister. We're desperately running out of time. I want to give everyone heads up that we will likely go over time so that I can be fair to all senators. I would like our witnesses to respond to the questions in a tighter framework, if they possibly can.

La sénatrice Lankin : Ma dernière question concerne les propos des sénateurs Patterson et Poirier au sujet de l'erreur de rédaction qui doit être corrigée.

Je comprends parfaitement ce que M. Groen, d'autres personnes et vous-même avez dit, madame la ministre, au sujet de la date limite et de l'échéancier. Je suis prête à accepter cela et à travailler avec ce que nous avons sous les yeux. Vous comprenez les réactions de plus en plus négatives au Sénat, à cause des délais impossibles qui sont imposés, non pas pour ce projet de loi en particulier, mais en général. C'est la raison pour laquelle certaines erreurs de rédaction ne sont pas repérées; on ne nous donne pas assez de temps pour faire notre travail correctement, et c'est sans parler de ce que la Chambre des communes a fait.

Il existe un moyen de ne pas attendre. Il y a des années qu'aucune loi corrective n'a été présentée. Il y a aussi la loi d'exécution du budget, mais on pourrait aussi avoir un projet de loi très direct et court qui corrigerait cela, que le gouvernement rédigerait et déposerait au Sénat. Cela pourrait se faire aussi rapidement que le projet de loi que nous étudions actuellement, mais je vous laisse y réfléchir. Avez-vous des commentaires à faire à ce sujet?

Mme Khera : Merci, sénatrice. En tant que nouvelle ministre des Aînés, je vais assurément trouver des moyens d'apporter cette correction — et je m'engage à travailler avec vous tous, en particulier au sein de ce comité. Je m'engage à collaborer avec vous pour trouver un moyen d'aller de l'avant dans le cadre de différents programmes législatifs et avec la loi d'exécution du budget que vous avez mentionnée, entre autres.

En ce qui concerne le projet de loi C-12, je pense que vous avez tous constaté l'urgence de son adoption en raison des délais que vous connaissez, et il est certain que nous devons aller de l'avant. Mais je dirai aussi que je reconnaiss l'importance du travail que vous faites tous et les délais serrés que vous avez dû respecter, et je reconnaiss l'importance pour le Parlement de prendre le temps d'étudier les projets de loi. Dans le cas de ce projet de loi particulier, nous avons tenu des séances avec les députés et les sénateurs, et nous avons travaillé de façon proactive avec beaucoup d'entre vous pour faire progresser notre travail, mais je vous assure qu'il y a urgence. C'est ce qui explique que nous nous trouvions dans cette situation. J'ai bien l'intention de travailler avec vous à d'autres projets de loi à l'avenir.

La présidente : Merci, madame la ministre. Nous manquons désespérément de temps. Je tiens à prévenir tout le monde que nous allons probablement dépasser le temps imparti afin d'être juste envers tous les sénateurs. J'aimerais que nos témoins fournissent des réponses plus concises s'ils le peuvent.

Senator Kutcher: I think we have to make sure we realize we don't live in a parallel universe here, and we are taking umbrage, and rightly so, but I think this bill is really important. So let's try to figure out how to do this.

The question that I have relates more to my ignorance, which is profound much of the time. Are these supplements geographically differentiated, for example, if someone lives in Vancouver as opposed to someone who lives in Moosonee or Halifax? I notice that the average rent for a one-bedroom apartment in Vancouver as of January was \$2,176, which, if you put this and everything else together, doesn't leave much room for anyone. That's my question. Thank you.

Ms. Khera: Thank you, senator. I will be very brief, and the answer is that the amount is the same everywhere in Canada.

Senator Kutcher: I don't have a follow-up, but I look forward to improvements in the base amounts for seniors.

Senator Bernard: Thank you, minister, for being here and staff from your offices. I had several questions, but in the interest of time I'm only going to ask one, and it picks up on the question that Senator Lankin was asking.

Let me go back and say I'm starting by saying I fully understand the urgency of this legislation, and I support it going forward. However, I am aware of the fact that many people, many seniors, are falling through the cracks. Many seniors are being left behind. Many of these seniors are racialized, persons with disabilities, women and newer Canadians. They're struggling beyond what anyone in this country should be. I want to pick up on the question that Senator Lankin asked about a guaranteed livable income and whether or not it is part of the longer-term vision to truly addressing issues of deep structural poverty in this country. Is that part of the longer-term vision to address seniors' poverty?

Ms. Khera: Thank you, senator, for that very important question. I agree with her on many fronts. There are certainly many challenges when you look at the intersectionality of seniors, particularly the file that I'm involved with, when you look at whether it is those single widowed seniors, whether you look at racialized seniors, whether you look at LGBT2Q seniors or seniors living with disability. We certainly know that this pandemic has disproportionately impacted lower-income households, and we will continue to take action to combat poverty, including seniors' poverty.

As a government, Madam Chair, as you know, we certainly value the contribution that seniors have made and continue to make to our communities. That is why, Madam Chair, we as a

Le sénateur Kutcher : Je pense que nous devons comprendre que nous ne vivons pas dans un univers parallèle. Nous en prenons ombrage, à juste titre, mais je pense que ce projet de loi est vraiment important. Essayons par conséquent de trouver un moyen de le faire.

J'ai une question qui reflète plutôt mon ignorance, laquelle est profonde la plupart du temps. Ces suppléments sont-ils différents sur le plan géographique, par exemple, si quelqu'un vit à Vancouver par opposition à quelqu'un qui vit à Moosonee ou à Halifax? Je remarque que le loyer moyen d'un appartement d'une chambre à coucher à Vancouver en janvier était de 2 176 \$. Si vous combinez ce montant et tout le reste, cela ne laisse pas beaucoup de latitude à qui que ce soit. C'est ma question. Merci.

Mme Khera : Merci, sénateur. Je serai très brève. La réponse est que le montant est le même partout au Canada.

Le sénateur Kutcher : Je n'ai pas de question de suivi, mais j'attends avec impatience l'augmentation des montants de base pour les personnes âgées.

La sénatrice Bernard : Madame la ministre, je vous remercie de votre présence, vous et votre personnel. J'avais plusieurs questions, mais pour utiliser moins de temps, je n'en poserai qu'une, qui fait suite à la question posée par la sénatrice Lankin.

Permettez-moi de revenir en arrière et de dire que je comprends parfaitement l'urgence de cette loi et que je l'appuie. Cependant, je sais que beaucoup de gens, beaucoup de personnes âgées, passent entre les mailles du filet. De nombreux aînés sont laissés pour compte. Beaucoup de ces aînés sont des personnes racisées, des personnes handicapées, des femmes et des néo-Canadiens. Les difficultés qu'ils éprouvent dépassent tout ce que quiconque devrait connaître au pays. J'aimerais revenir sur la question posée par la sénatrice Lankin au sujet d'un revenu de subsistance garanti et savoir si cette option fait partie de la stratégie à long terme visant à résoudre les problèmes de pauvreté structurelle profonde dans ce pays. Est-ce que cela fait partie de la vision à plus long terme de lutte contre la pauvreté des aînés?

Mme Khera : Je vous remercie de cette question très importante, sénatrice. Je suis d'accord avec elle à bien des égards. Il y a effectivement de nombreux défis à relever compte tenu de l'intersectionnalité des aînés, en particulier dans le dossier qui m'intéresse, qu'il s'agisse d'aînés veufs vivant seuls, d'aînés racialisés, d'aînés LGBT2Q ou d'aînés vivant avec un handicap. Nous savons pertinemment que cette pandémie a eu des répercussions disproportionnées sur les ménages à faible revenu, et nous allons continuer de prendre des mesures pour combattre la pauvreté, y compris celle des aînés.

Comme vous le savez, madame la présidente, notre gouvernement reconnaît volontiers la contribution que les aînés ont apportée et qu'ils continuent d'apporter à nos collectivités.

government are very proud to say we actually reduced the number of seniors who are living in poverty by 11% since 2015 through restoring the age of eligibility for OAS and GIS back to 65 and by enhancing the Guaranteed Income Supplement for those vulnerable single seniors and other measures.

Of course, there are many things that we need to do, and I certainly look forward to doing that with the honourable senators and looking at ways that we can move forward, as I said, but this is a priority for me, I can assure you, and we're going to move forward.

[Translation]

Senator Petitclerc: Madam Minister, the subject of my main question has been amply covered. It was about why, from the moment the drafting error was discovered, no corrections were made at the first opportunity. You have answered this question and I hope that a solution will be considered in the very near future.

I would like to take this opportunity to ask you a second question which relates to the needs of our seniors. We knew that they were vulnerable, but the pandemic has shown us just how vulnerable they can be. Does the government have a concrete, strategic, quantitative plan that takes into account all the needs that have been identified and allows us to see what we have done right and what we have done wrong?

Is there a plan to move forward and ensure that our seniors are treated appropriately?

[English]

Ms. Khera: Thank you, Madam Chair, and thank you to the honourable senator for that very important question. As the honourable senator pointed out very importantly, we've certainly learned many lessons during this pandemic, certainly things that we can do efficiently as a government and things that I think we need to be looking at broadly for our seniors, particularly those most vulnerable seniors. I will say this is a priority for me as I move forward on this.

For me, if you look at the three main buckets that I think are extremely important — and this is a different discussion that certainly we can have — but one is around strengthening financial security. This is something I've heard loud and clear. This is something seniors have been asking us for, and that's why we've put measures in place that have actually decreased poverty in seniors by 11%.

There are measures we're putting forward, whether it is this summer that we're going to be increasing OAS by 10% for those 75 and older, because we know when seniors age, so do their needs, and they're more likely to outlive their savings; or

C'est pourquoi, madame la présidente, en tant que gouvernement, nous sommes très fiers de dire que nous avons en fait réduit le nombre d'aînés qui vivent dans la pauvreté de 11 % depuis 2015 en rétablissant l'âge d'admissibilité à la SV et au SRG à 65 ans et en améliorant le Supplément de revenu garanti pour les aînés seuls et vulnérables, entre autres mesures.

Bien entendu, il reste beaucoup de choses à faire, et j'ai bien hâte de collaborer avec les sénateurs et d'examiner les moyens de progresser sur ce plan, comme je l'ai dit, mais c'est une priorité pour moi, je peux vous l'assurer, et nous allons aller de l'avant.

[Français]

La sénatrice Petitclerc : Madame la ministre, le sujet de ma question principale a été amplement abordé. Il s'agissait de savoir pourquoi, à partir du moment où l'erreur de rédaction a été constatée, on n'a pas apporté de correctifs à la première occasion. Vous avez répondu à cette question et j'espère qu'une solution sera envisagée à très court terme.

J'aimerais en profiter pour vous poser une seconde question qui porte sur les besoins de nos aînés. Nous savions que ces derniers étaient vulnérables, mais la pandémie nous a révélé à quel point ils pouvaient l'être. Est-ce que le gouvernement a un plan concret, stratégique et quantitatif qui tient compte de tous les besoins qui ont été constatés et qui nous permet de voir ce que nous avons fait de bien et de moins bien?

Existe-t-il un plan pour aller de l'avant et s'assurer que nos aînés sont traités adéquatement?

[Traduction]

Mme Khera : Je vous remercie, madame la présidente, et je remercie l'honorabile sénatrice de cette question très importante. Comme la sénatrice l'a souligné très pertinemment, nous avons sans contredit tiré de nombreuses leçons de cette pandémie, notamment des choses que nous pouvons faire efficacement en tant que gouvernement et des choses que nous devons, à mon avis, examiner de façon générale pour nos aînés, particulièrement les plus vulnérables d'entre eux. Je dirai qu'il s'agit d'une priorité pour moi dans ce dossier.

À mon avis, le premier des trois grands thèmes que je considère comme étant primordiaux — et nous pourrons naturellement en discuter — est le renforcement de la sécurité financière. C'est un message que j'ai clairement entendu. C'est ce que les aînés nous demandent, et c'est la raison pour laquelle nous avons mis en place des mesures qui ont permis de réduire de 11 % la pauvreté chez les aînés.

Nous mettons des mesures de l'avant : qu'il s'agisse de l'augmentation de 10 %, cet été, de la SV pour les personnes de 75 ans et plus parce que nous savons que les besoins des aînés qui vieillissent voient leurs besoins évoluer et sont plus

whether it is the biggest platform commitment that I have around increasing the Guaranteed Income Supplement by \$500 for single seniors or \$750 for a couple; or the work I think that we need to be proactively thinking about ensuring that we get more Canadians to live independently in their own communities. A lot of the focus is around aging well, and we have initiatives in place to do just that. Of course, there are the tragedies that we've seen in long-term care homes and the work that I think we all need to do to ensure that is supported.

So there is certainly a lot of work ahead of us, but I really look forward to chatting with you, senator, on how we can work together to solve some of these issues. Thank you.

Senator Quinn: Thank you, minister and officials, for being here.

As a preface to my question, very briefly, I'm quite concerned that we knew about the error for some time; as a former senior official in the government, we are putting our eggs in the basket of the miscellaneous statute law amendment program, which, as we know, doesn't come forward all that often.

The real question I want to pry on is the March 4 deadline. I guess, minister, whether it's you or Mr. Groen, as you're making, as the minister qualified, major system changes, are you not doing that in a staging environment, a testing environment? Is there a testing environment in place that allows you to be doing work now in anticipation of this act so that when it comes into force, and I think it needs to come into force, that you're that much further ahead and ready to switch over?

Ms. Khera: Thank you. I will turn to Cliff to give a substantive answer to that question.

Mr. Groen: Thank you, minister, and thank you, senator, for the question. Yes, certainly when we implement any system changes, we do it through a comprehensive test system. That is absolutely the case. That initial work has been done by ourselves and by CRA. In fact, we have two scenarios ready to be able to be implemented, one which is based on the legislation being passed and therefore exempting 2021 benefits for GIS purposes, and the other one is to proceed if the legislation were not to pass.

The critical issue with March 4 is that income feed from CRA has to be turned back on. It is paused, as always happens at this time of year as we switch over from tax years. If we do not turn it back on immediately — not in July, but immediately — tens of

susceptibles d'épuiser leurs épargnes; ou qu'il s'agisse du plus grand engagement dont je suis responsable dans notre plateforme électorale d'augmenter la sécurité de la vieillesse de 500 \$ pour les aînés célibataires et de 750 \$ pour les couples; ou des initiatives auxquelles nous devons proactivement réfléchir pour veiller à ce que plus de Canadiens puissent vivre de façon autonome dans leurs propres communautés. Nous nous attardons beaucoup à l'importance de bien vieillir et nous avons des initiatives en place pour cet objectif précis. Bien entendu, nous avons été témoins des tragédies dans les résidences de soins de longue durée et nous sommes conscients du travail que nous devons tous faire pour nous assurer que les établissements soient bien appuyés.

Nous avons donc effectivement beaucoup de pain sur la planche, mais j'ai vraiment hâte de discuter avec vous, madame la sénatrice, quant à la façon dont nous pouvons collaborer pour résoudre certains de ces enjeux. Merci.

Le sénateur Quinn : Merci à madame la ministre et à ses collaborateurs d'être ici.

En guise de préambule à ma question, je dirai très rapidement que je suis très inquiet du fait que nous étions au courant de l'erreur depuis un certain temps; en tant qu'ancien cadre supérieur au gouvernement, je crois que nous mettons tous nos œufs dans le même panier en nous fiant au programme de correction des lois qui, comme nous le savons, ne peut être utilisé très souvent.

La question dans laquelle je veux réellement m'immiscer est celle de la date butoir du 4 mars. Madame la ministre, ou monsieur Groen, alors que vous apportez des changements au système que la ministre a qualifiés de majeurs, allez-vous vous y prendre par étapes, dans un environnement d'essai? Y a-t-il un environnement d'essai en place vous permettant de commencer le travail dès maintenant pour que vous ayez de l'avance et que vous soyez prêts pour la transition lorsque cette loi entrera en vigueur — et je crois qu'elle devrait entrer en vigueur?

Mme Khera : Merci. Je vais laisser M. Groen donner une réponse complète à cette question.

M. Groen : Merci, madame la ministre, et merci monsieur le sénateur de cette question. Oui, tout à fait, lorsque nous apportons des changements au système, nous nous y prenons dans un système d'essai global. C'est précisément ce que nous faisons. Le travail initial a été effectué par notre équipe et l'ARC. En fait, deux scénarios sont prêts à être mis en œuvre : un premier qui tient compte de l'adoption du projet de loi et où les prestations de 2021 feront l'objet d'une exemption aux fins du SRG; et un deuxième où le projet de loi ne serait pas adopté.

L'enjeu critique du 4 mars est que le fil de revenu de l'ARC doit être réactivé. Il est suspendu, comme c'est toujours le cas à cette période de l'année pour faire la transition d'une année d'imposition à l'autre. Si nous ne le réactivons pas

thousands of seniors every week will be impacted because we will not be able to process their income-tested benefits. So if somebody applied for GIS in January of this year and we're trying to determine if they're entitled — maybe they're turning 65 in March — we would not be able to determine their entitlement and we would not be able to pay them. That would happen immediately if we were not able to proceed with the implementation of this legislation. Thank you.

Senator Quinn: As a follow-up, if the 4th is missed, the 5th or 6th, do neither of those dates work? I'm hearing that the proposal to fix the legal position of the act can be done in very short order and back to the House for consideration next week, by midweek. I'm just curious, minister, if we can fix it, why wouldn't we fix it? We didn't fix it when we had all the notice, and I'm concerned with the miscellaneous law amendment program, as I said. Why wouldn't we just fix this and get it done quickly?

Ms. Khera: Thank you, senator. I will allude to Cliff to answer why again. I think he has done so in a manner that explained why the March 4 deadline is so significant. But I will point out that the drafting error has had zero impact on any seniors, but if Bill C-12 doesn't pass on March 4, it will have significant negative impact on thousands of seniors. There are definitely means in place where we can move forward certainly on the drafting error with other pieces of legislation, and I commit to working with the member, and, of course, other ministers, to do that important work. But I think it is crucial to know that Bill C-12 not passing on March 4 will have a significant impact on those lowest income, most vulnerable seniors. It is important for us to recognize that and certainly move forward in doing the right thing, which is to ensure those seniors are supported. Thank you. But I will turn to Cliff, if you have a quick second, on why March 4 is so important.

Mr. Groen: Very quickly, there's no error in Bill C-12. There's no issue whatsoever with Bill C-12. March 4 is important. Because of the pause that happens every year with the shift over from one tax year to the next, currently we are not processing anyone's GIS applications, and we cannot do that until the feed is turned back on, and we are unable to turn that feed back on until we know where the legislation is going. Literally, tens of thousands of seniors every week would be negatively impacted if this legislation is not passed by March 4. Thank you.

Senator Dasko: I only have a couple of questions, just points of clarification. Thank you, minister, for being here. We are talking about benefits that were taken away from July of 2021 to

immédiatement — pas en juillet, mais immédiatement — des dizaines de milliers d'aînés seront touchés chaque semaine parce que nous ne pourrons traiter leurs prestations subordonnées à leurs revenus. Ainsi, si un demandeur avait fait la demande du SRG en janvier de cette année et que nous tentions de déterminer s'il est admissible — le demandeur aura peut-être 65 ans en mars — nous ne serions pas en mesure de déterminer son admissibilité et de lui faire des versements. Ce serait le cas sur-le-champ si nous ne pouvions adopter ce projet de loi. Merci.

Le sénateur Quinn : Comme question de suivi, j'aimerais savoir si le 5 ou le 6 mars fonctionnerait si nous ratons l'échéance du 4 mars. On me dit que la proposition de corriger le statut juridique de la loi pourrait être traitée très rapidement et revenir à la Chambre pour examen la semaine prochaine, dans la première moitié de la semaine. Je suis simplement curieux, madame la ministre : s'il y a une solution, pourquoi ne pas l'appliquer? Nous n'avons pas réglé le problème quand nous avions beaucoup plus de temps et, comme je l'ai dit, je suis inquiet par rapport au programme de correction des lois. Pourquoi ne pas simplement rectifier le tir rapidement?

Mme Khera : Merci, monsieur le sénateur. Je vais faire appel à M. Groen pour réexpliquer la raison. Je crois que son explication énonçait pourquoi la date butoir du 4 mars est si importante. J'aimerais cependant souligner que l'erreur de rédaction n'a eu aucune répercussion sur les aînés; par contre, si le projet de loi C-12 n'est pas adopté le 4 mars, des milliers d'aînés en feront les frais. Il y a certainement des moyens en place pour corriger l'erreur de rédaction grâce à d'autres textes de loi, et je m'engage à coopérer avec le député et, bien sûr, d'autres ministres pour apporter ce changement crucial. Il est toutefois essentiel de comprendre que, si le projet de loi C-12 n'est pas adopté le 4 mars, les aînés les plus vulnérables et à faible revenu seront grandement lésés. Il est important que nous reconnaissions cette réalité et que nous fassions ce qui s'impose, soit de veiller à ce que ces aînés reçoivent le soutien nécessaire. Merci. Je vais donner la parole à M. Groen, si vous avez une petite seconde, qui vous expliquera pourquoi la date du 4 mars est si importante.

Mr. Groen : Très brièvement : il n'y a pas d'erreurs dans le projet de loi C-12. Il n'y a aucun problème dans le projet de loi C-12. La date du 4 mars est importante. En raison de la pause annuelle pour la transition d'une année d'imposition à l'autre, nous ne traitons aucune demande de SRG présentement. Nous pourrons recommencer à traiter les demandes lorsque le fil de revenu sera réactivé, et il ne pourra être réactivé que lorsque nous saurons ce qu'il adviendra du projet de loi. Des dizaines de milliers d'aînés — et je n'exagère pas — seront désavantagés chaque semaine si le projet de loi n'est pas adopté d'ici le 4 mars. Merci.

La sénatrice Dasko : J'ai simplement quelques questions, quelques éclaircissements à demander. Merci, madame la ministre, d'être ici. Il est question de prestations qui ont été

the end of that year; correct? And in addition to that, from the beginning of this year until when that would change in July; is that correct? Have I got that right?

Mr. Conrad: Just to make sure everyone is clear, the one-time payment, the \$742 million that the minister talked about, covers the period from July 2021 until the end of June 2022. That's to reimburse that year's GIS. The legislation is forward-looking. It takes effect the payment period July 1, 2022, and ongoing. In actual fact, it future proofs the problem not just for the next year but in subsequent years if those benefits continue in some form. That's where the split is. The one-time payment goes up for a couple more months, and then starting July 1, the legislation solves the problem going forward.

The Chair: Let me quickly get in a question of my own, and it is likely, minister, to one of your officials. You talked about new applicants also being impacted if the legislation was not given Royal Assent by March 4. Based on your own demographic projections, and I know you have them, how many new applicants would be affected by any delay in this legislation?

Ms. Khera: I will turn to Cliff on that.

Mr. Groen: Thank you for the question. I would like to be clear as well. The impact would be felt on overall GIS recipients writ large. It is not specific to seniors who have lost their GIS related to the pandemic benefits. Every week, we process tens of thousands of applications or adjustments to Canadians' entitlement for GIS. Our projections vary a little bit from week to week, but every week it is way more than 10,000. Some weeks it's 30,000, 40,000 applications that we process related to income-tested benefits. If the legislation is not passed, that data feed, which gives us the income information for us to determine if someone is eligible for GIS and how much they're eligible for, if we are unable to resume that data feed, those clients are being impacted and their payments are being delayed. Thank you.

The Chair: Thank you very much, minister and your officials for the time you have spent with us. This is certainly a very important bill, and we look forward to continuing our study.

Ms. Khera: Thank you very much, senators.

éliminées de juillet 2021 jusqu'à la fin de 2021, n'est-ce pas? Et elles continueront à ne pas être versées du début de 2022 jusqu'à ce qu'il y ait un changement en juillet; est-ce exact? Ai-je bien compris?

M. Conrad : Juste pour garantir que tout le monde comprenne, j'aimerais dire que le paiement unique de 742 millions de dollars mentionné par la ministre vise la période de juillet 2021 jusqu'à la fin de juin 2022 et rembourse le SRG de cette année. Le projet de loi est tourné vers l'avenir. Il entrera en vigueur à partir de la période de paiement débutant le 1^{er} juillet 2022. À vrai dire, il réglera le problème non seulement pour la prochaine année, mais pour les années suivantes aussi si les prestations continuent à exister sous une forme quelconque. C'est la distinction : le paiement unique vise quelques mois supplémentaires, puis, à partir du 1^{er} juillet, le problème est réglé pour de bon grâce au projet de loi.

La présidente : Permettez-moi de poser une question rapidement qui s'adresse probablement, madame la ministre, à un de vos collaborateurs. Vous avez mentionné que de nouveaux demandeurs seront également touchés si la loi ne reçoit pas la sanction royale d'ici le 4 mars. Selon vos propres projections démographiques — et je sais que vous en avez —, combien de nouveaux demandeurs seront touchés par des retards liés à ce projet de loi?

Mme Khera : Je vais laisser M. Groen répondre à cette question.

M. Groen : Merci de la question. J'aimerais moi aussi être clair. Les effets seraient ressentis sur les prestataires du SRG de façon généralisée. L'enjeu n'est pas propre aux aînés qui ont perdu leur SRG en lien avec les prestations de la pandémie. Nous traitons chaque semaine des dizaines de milliers de demandes ou de rajustements à l'admissibilité de Canadiens au SRG. Nos projections varient quelque peu d'une semaine à l'autre, mais le nombre dépasse largement les 10 000 chaque semaine. Certaines semaines, nous traitons quelque 30 000 ou 40 000 demandes de prestations subordonnées au revenu. Si le projet de loi n'est pas adopté et que nous n'avons pas de nouveau accès aux données qui nous indiquent les renseignements sur le revenu de ces particuliers — des données essentielles pour déterminer s'ils sont admissibles au SRG et, le cas échéant, à quel montant —, ces clients seront touchés et leurs versements, retardés. Merci.

La présidente : Merci beaucoup, à vous madame la ministre et à vos collaborateurs, de nous avoir consacré du temps. Il va sans dire que c'est un projet de loi très important, et nous avons hâte de poursuivre notre étude.

Mme Khera : Merci beaucoup, mesdames et messieurs les sénateurs.

The Chair: In continuing our study on Bill C-12, our next witnesses are, from Campaign 2000, Leila Sarangi, National Director; and from the Income Security Advocacy Centre, Devorah Kobluk, Senior Policy Analyst.

I invite Ms. Sarangi to begin her presentation, followed by Ms. Kobluk. In order to keep us all on track, I want to share with you that you have five minutes for your presentation. If you go over that time, I really don't want to interrupt you, so you may see me waving my hand as a signal, if you are able to. Thank you very much. Please proceed, Ms. Sarangi.

Leila Sarangi, National Director, Campaign 2000: Thank you, Madam Chair, and honourable senators, for inviting me to appear today to speak to why we have been advocating for the changes you see before you in Bill C-12. I am the National Director of Campaign 2000, a pan-Canadian coalition of over 120 organizations working to end child and family poverty.

I'm calling in from the traditional territories of the Huron-Wendat, Anishnabek, Chippewa, Haudenosaunee Confederacy and most recently the Mississauga of the Credit First Nations.

The onslaught of the pandemic was sudden and caused a lot of chaos. For those already struggling with poverty, the overnight closures of workplaces, schools and community supports threw people into further disarray.

The quick and relatively low-barrier design and implementation of the CERB was a lifeline for those living on low incomes. They used the funds to stay safe at home, as we were all directed to do, pay their rent, order in groceries, buy PPE, extra cleaning supplies and pay for enhanced cell and broadband services so they and their children could stay socially connected.

But the quick design and delivery also caused confusion. We know seniors who called their MP offices or Service Canada to ask if they were eligible and if there would be any negative impacts to other benefits, and they were assured there would not be. They have said to me that they would not have taken the CERB if they knew their GIS and other income benefits would be reduced in subsequent years, and they said this because they knew how difficult or impossible it would be to live without those income benefits.

La présidente : Pour la suite de notre étude sur le projet de loi C-12, nos prochains témoins sont la directrice nationale de Campagne 2000, Leila Sarangi, et Devorah Kobluk, analyste principale des politiques du Centre d'action pour la sécurité du revenu.

J'invite Mme Sarangi à commencer sa présentation; elle sera suivie de Mme Kobluk. Afin que nous respections le délai que nous avons, je vous avise que vous disposez de cinq minutes pour votre présentation. Si vous dépassez le temps qui vous est imparti, je ne veux vraiment pas vous interrompre, alors vous m'apercevez peut-être, si c'est possible, vous faire un geste de la main pour vous indiquer de conclure. Merci beaucoup. Veuillez commencer, madame Sarangi.

Leila Sarangi, directrice nationale, Campagne 2000 : Merci, madame la présidente et honorables sénateurs, de m'avoir invitée à comparaître devant vous pour expliquer pourquoi nous demandons les changements se retrouvant dans le projet de loi C-12. Je suis la directrice nationale de Campagne 2000, une coalition pancanadienne de plus de 120 organisations dont le but est de mettre fin à la pauvreté des enfants et des familles.

Je vous parle depuis les territoires ancestraux des Premières Nations des Hurons-Wendat, des Anishinabes, des Chippewas, de la Confédération de Haudenosaunis et plus récemment des Mississaugas de Credit.

Les ravages de la pandémie nous ont pris de court et ont causé beaucoup de chaos. Pour ceux qui étaient déjà accablés par la pauvreté, la fermeture soudaine des milieux de travail, des écoles et des ressources communautaires a aggravé leur désarroi.

Pour les particuliers à faible revenu, la mise en œuvre rapide de la PCU, dont la conception comportait relativement peu d'obstacles, a été une bouée de sauvetage. Ils ont utilisé les fonds pour rester à la maison en sécurité — comme on nous a ordonné de le faire —, payer leurs loyers, se faire livrer l'épicerie, acheter de l'EPI et des produits de nettoyage supplémentaires et payer des services cellulaires et de bande passante améliorés pour qu'eux et leurs enfants puissent rester connectés sur le plan social.

La création et la prestation rapides de la mesure de soutien a cependant aussi créé de la confusion. Nous connaissons des aînés qui ont appelé les bureaux de leurs députés fédéraux ou Service Canada pour demander s'ils y étaient admissibles et si leurs autres prestations s'en verrait réduites; on leur a donné l'assurance qu'il n'en serait rien. Ils m'ont dit qu'ils n'auraient pas demandé la PCU s'ils avaient su que leur SRG et d'autres prestations de revenu seraient réduits les années suivantes. Ils m'ont fait ces témoignages parce qu'ils savaient à quel point il serait difficile, voire impossible, de vivre sans ces prestations de revenu.

To put this in context, the GIS is a payment made to those aged 65 years and over who earn less than \$19,464 if they are single and less than a combined income of \$25,728 for couples. After a life of working, instead of enjoying their retirement years, they continue working precarious and minimum-wage jobs and receive the GIS because those jobs do not enable them to make ends meet. The CERB replaced earned income.

GIS recipients are able to keep their first \$5,000 of earned income, but this does not apply in the case of pandemic benefits. The clawbacks started on the very first dollar. It also triggered the reduction of other benefits, such as rent supplements, which were reduced by 30% of the pandemic amount, and rendered them ineligible for other benefits connected to the GIS, such as the supplement to account for the higher cost of living in the North. Seniors depended on this resource. They had no financial resiliency to get them through this past year, and they definitely cannot go through future years with additional clawbacks to their GIS payments.

I've heard stories of hardships from seniors across the country over these past eight months: a senior woman in the Northwest Territories evicted in late fall and living in her car when temperatures were sub-zero; immigrant seniors in Ontario being evicted in online tribunals in an unusually cold January, as pandemic rent moratoriums lift; a senior with \$70.88 left after paying rent; and a couple unable to afford medication on their combined monthly income of \$1,300.

Some have been going to their places of worship, families and friends to borrow money. Others have been taking out lines of credit or loans from predatory payday lenders and racking up interest charges. They are unable to meet their basic needs. They are going without food, without toilet paper and without medication. Seniors have shared with me very serious health complications that are worsening by the day. Fear, stress and anxiety are increasing and, in the worst-case scenarios, we've heard of seniors taking their own lives.

The amendments to Bill C-12 will help the 183,420 seniors who had clawbacks to their GIS, in addition to helping those who have just turned 65 and will now be eligible for GIS and who took pandemic benefits. Seniors are relieved to know that the government will be repaying them the lost GIS amounts in full for this past year, and this bill before you will give them the knowledge that the basic financial security available through the GIS will be available to them in this and future tax years.

Afin de tout remettre en contexte, je préciserai que le SRG est une prestation versée aux célibataires de 65 ans et plus qui gagnent moins de 19 464 \$ et aux aînés en couple si ce dernier gagne moins de 25 728 \$. Après une vie passée à travailler, plutôt que de profiter de leurs retraites, ils continuent à occuper des emplois précaires au salaire minimum et reçoivent le SRG parce que leurs emplois ne leur permettent pas de joindre les deux bouts. La PCU remplaçait le revenu gagné.

Les prestataires du SRG peuvent conserver la première tranche de 5 000 \$ de revenu gagné, mais la règle ne s'applique pas aux prestations de la pandémie. La récupération fiscale a été appliquée dès le premier dollar. L'addition de prestations a également réduit d'autres prestations telles que les suppléments au loyer qui ont été réduits de 30 % du montant des prestations de la pandémie en plus de rendre les prestataires inadmissibles à d'autres prestations liées au SRG comme le supplément qui compense pour le coût de la vie plus élevé dans le Nord. Les aînés dépendaient de cette ressource. Ils n'avaient aucune résilience financière pour bien passer la dernière année et ils ne peuvent certainement pas voir leurs finances amputées dans les prochaines années à cause de réductions supplémentaires grevant leurs versements de SRG.

On m'a décrit les souffrances d'aînés de partout au pays au cours des huit derniers mois : une femme âgée des Territoires du Nord-Ouest a été expulsée à la fin de l'automne et vivait dans sa voiture par des températures sous le point de congélation; des aînés immigrants en Ontario qui se font évincer par des tribunaux en ligne pendant un mois de janvier inhabituellement froid, alors que les moratoires de la pandémie sur les loyers sont levés; un aîné à qui il est resté 70,88 \$ après avoir payé son loyer; et un couple incapable de se payer ses médicaments avec son revenu combiné mensuel de 1 300 \$.

Certains se tournent vers leurs lieux de culte, leurs familles et leurs amis pour emprunter de l'argent. D'autres obtiennent des marges de crédit ou contractent des prêts de sociétés de prêt sur salaire prédatrices et accumulent des frais d'intérêt. Ils sont incapables de répondre à leurs besoins fondamentaux. Ils vivent sans nourriture, sans papier de toilette et sans médicaments. Des aînés m'ont fait part de très graves complications à leur état de santé qui empirent chaque jour. La crainte, le stress et l'anxiété augmentent et, dans les pires cas, on nous a rapporté que des aînés se sont enlevé la vie.

Les amendements du projet de loi C-12 aideront les 183 420 aînés dont le SRG a été réduit en plus de venir en aide à ceux qui ont reçu des allocations pendant la pandémie et qui viennent d'avoir 65 ans, les rendant donc admissibles au SRG. Les aînés sont soulagés de savoir que le gouvernement va leur rembourser l'intégralité des montants du SRG perdus pendant la dernière année, et le projet de loi à l'étude leur fera savoir que la sécurité financière de base garantie par le SRG leur sera offerte pendant cette année d'imposition ainsi que les suivantes.

The Chair: I must ask you to wrap up quickly.

Ms. Sarangi: My last sentence: We also hope that this amendment paves the way for a full CERB amnesty, which is to make whole all those on low incomes who lost a variety of income supplements and to fix the patchwork of income supports. Thank you.

Devorah Kobluk, Senior Policy Analyst, Income Security Advocacy Centre: I speak to you today from the territory that is covered by The Dish with One Spoon wampum belt, an agreement between the Haudenosaunee and Anishinaabeg.

I am Senior Policy Analyst at the Income Security Advocacy Centre, or ISAC. ISAC is a specialty legal clinic funded by Legal Aid Ontario. Our mandate is to advance the rights and interests of low-income Ontarians with respect to income security and employment. We carry out our mandate through test-case litigation, policy advocacy, community development and public education.

Thank you for the opportunity to speak to Bill C-12. Throughout the pandemic, ISAC has monitored the impact of temporary pandemic benefits on pre-existing benefits at both the provincial and federal levels. When, in August 2021, we were flooded with calls in the legal clinic system from seniors who had suddenly had their GIS reduced or eliminated because they accessed the CERB in 2020, this was yet another instance of low-income people in Canada experiencing unintended consequences after accessing pandemic benefits.

The seniors impacted by the loss or reduction of GIS are some of the poorest seniors in Canada. They supplement their below-poverty GIS income with part-time work to make ends meet. At an age when one hopes to not have to work, these seniors work. During the pandemic, they have accessed CERB and the CRB and other pandemic-related benefits or EI because of job loss and, as a high-risk population, to isolate and stay safe. They were not informed of possible consequences to their GIS.

At the end of July 2021, affected seniors lost up to \$600 of their monthly income, sometimes more, and with no warning. Further, a threat to GIS could disproportionately impact women, older seniors, Indigenous and racialized seniors.

ISAC first wrote to Minister Qualtrough in August 2021, as soon as we were alerted to the issue. Then in October, we wrote an open letter to Minister Qualtrough, signed by 100 anti-poverty

La présidente : Je dois vous demander de conclure rapidement.

Mme Sarangi : Ma dernière phrase : nous espérons aussi que cet amendement mènera à une amnistie complète pour la PCU afin que les personnes à faible revenu qui ont perdu différents suppléments de revenu obtiennent réparation et que l'ensemble décousu de mesures de soutien au revenu soit rectifié. Merci.

Devorah Kobluk, analyste principale des politiques, Centre d'action pour la sécurité du revenu : Je vous parle aujourd'hui du territoire couvert par la ceinture wampum The Dish with One Spoon, un accord entre les Haudenosaunee et les Anishinaabeg.

Je suis analyste principale des politiques au Centre d'action pour la sécurité du revenu, aussi connu sous l'acronyme CASR. Le CASR est une clinique juridique spécialisée, financée par Aide juridique Ontario. Notre mandat consiste à faire avancer les droits et intérêts des Ontariens à faible revenu sur le plan de la sécurité du revenu et de l'emploi. Nous nous acquittons de notre mandat par le biais de causes types, de la défense de politiques, du développement communautaire et d'éducation du public.

Je vous remercie de me donner l'occasion de m'exprimer sur le projet de loi C-12. Depuis le début de la pandémie, le CASR a assuré un suivi des répercussions des prestations temporaires offertes dans le cadre pandémique sur les prestations préexistantes à l'échelle provinciale et fédérale. En août 2021, le système de clinique juridique a été inondé d'appels d'aînés dont les versements du SRG avaient subitement été réduits ou carrément révoqués, car ils avaient été prestataires de la PCU en 2020. À nouveau, des Canadiens à faible revenu ont fait face à des conséquences imprévues après avoir bénéficié de prestations dans le cadre de la pandémie.

Les aînés dont les versements du SRG ont été réduits ou révoqués font partie des aînés les plus pauvres au Canada. L'argent qu'ils reçoivent du SRG ne leur permet pas d'atteindre le seuil de la pauvreté, alors ils travaillent aussi à temps partiel pour joindre les deux bouts. Ces aînés travaillent à un âge où on aimerait ne pas avoir à le faire. Au cours de la pandémie, ils ont bénéficié de la PCU, de la PCRE et d'autres prestations liées à la pandémie ou encore de l'assurance-emploi parce qu'ils avaient perdu leur emploi, ou alors pour s'isoler et rester en sécurité, étant une tranche de la population très vulnérable. On ne les a pas avisés de possibles répercussions sur leurs versements du SRG.

À la fin de juillet 2021, les aînés affectés ont perdu jusqu'à 600 \$ de leur revenu mensuel, parfois même plus, et ce, sans avertissement. De plus, une menace au SRG pourrait affecter les femmes ainsi que les aînés plus âgés, autochtones et racisés de façon disproportionnée.

Le CASR a écrit pour la première fois à la ministre Qualtrough au mois d'août 2021, dès que nous avons été mis au courant de la situation. Puis, au mois d'octobre, nous avons écrit une lettre

and community organizations, and a letter to Minister Khera after she was appointed Minister of Seniors. In November, we wrote to every Ontario Member of Parliament. In December, we wrote a letter to Minister Freeland, following the economic and fiscal update and, in January 2022, we wrote again to Minister Khera.

At every step of our advocacy, we have asked that seniors have their GIS returned quickly and that CERB and other pandemic benefits be excluded from the calculation of GIS and other income to determine seniors' benefits.

The government knew of these interactions as early as May 2020. When I spoke at the House of Commons Standing Committee on Finance in December 2021 on Bill C-2's lack of support for impacted seniors, I argued against clawing back the GIS, a poverty-reduction tool, particularly during the exceptional years of a pandemic. At that point, the confusion and panic for low-income seniors had been occurring for four months. We are now in month seven of this crisis. By the time seniors receive their one-time payments, it will be month nine. With every day, the situation for these seniors is more and more desperate. It is a situation that should never have happened and must never happen again. Bill C-12 corrects this wrong.

Among those impacted was a 68-year-old senior in Ottawa who reached out to the legal clinic system. She worked as a self-employed dog walker prior to the pandemic. The pandemic caused her small business to completely collapse. She used CERB to supplement her lost income, pay for groceries, personal protective equipment and taxis to medical appointments. The avalanche of unintended consequences has been devastating. She was trying to survive on approximately \$650 per month. Her rent increased because her "rent geared to income" was recalculated when she received CERB. She was at risk of homelessness, and we have heard of cases of eviction. She lost her Trillium Drug Program benefit that helped her pay for medication. We do not know if she will make it to the lump sum payment time in April. Like other seniors in her position, with every passing month, it is becoming harder to pay for rent, rising food prices, transportation and medical supplies.

We now know that over 204,000 seniors will receive the lump-sum one-time payment starting April 19, 2022, and that Service Canada will work with members of Parliament to help constituents in dire need to receive payments in March. We are

ouverte à la ministre Qualthrough signée par 100 organisations communautaires et luttant contre la pauvreté, ainsi qu'une lettre à la ministre Khera après sa nomination à titre de ministre des Aînés. Au mois de novembre, nous avons écrit à tous les députés ontariens fédéraux. En décembre, nous avons écrit une lettre à la ministre Freeland dans la foulée de l'énoncé économique et, au mois de janvier dernier, nous avons à nouveau écrit à la ministre Khera.

Tout au long de notre militantisme, nous avons demandé à ce que les aînés obtiennent rapidement le remboursement de leurs versements du SRG et que la PCU et d'autres prestations liées à la pandémie soient exclues des calculs du SRG et des autres revenus pour déterminer ce à quoi les aînés ont droit en matière de prestation.

Le gouvernement a été mis au fait de ces interactions dès mai 2020. Lorsque j'ai comparu devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes en décembre 2021 sur le manque de soutien offert aux aînés affectés dans le projet de loi C-2, j'ai plaidé contre la récupération du SRG, un outil de réduction de la pauvreté, et surtout pendant les années pandémiques exceptionnelles. À ce moment-là, les aînés à faible revenu vivaient dans la confusion et la panique depuis quatre mois. Cela fait maintenant sept mois que la crise perdure. Lorsque les aînés recevront leur paiement unique, cela fera neuf mois. Chaque jour, la situation devient de plus en plus désespérée pour eux. Cela n'aurait jamais dû se produire et ne doit jamais se reproduire. Le projet de loi C-12 corrige cette erreur.

Parmi les personnes affectées, une aînée de 68 ans d'Ottawa a fait appel au système de clinique juridique. Avant la pandémie, elle travaillait à son compte comme promeneuse de chiens. Sa petite entreprise s'est complètement effondrée avec la pandémie. Elle a utilisé la PCU comme supplément pour le revenu perdu, ainsi que pour payer l'épicerie, de l'équipement de protection individuelle et des courses de taxis pour se rendre à ses rendez-vous médicaux. S'en est suivi une avalanche de conséquences imprévues dévastatrices. Elle tentait de survivre avec environ 650 \$ par mois. Son loyer a augmenté, car il est « proportionné au revenu » et a donc fait l'objet d'un recalcul lorsqu'elle a commencé à bénéficier de la PCU. Elle risquait de se trouver à la rue, et nous avons entendu parler de cas d'éviction. Elle a perdu sa prestation du Programme de médicaments Trillium qui l'a aidé à payer ses médicaments. Nous ignorons si elle tiendra bon jusqu'au paiement forfaitaire prévu au mois d'avril. Comme d'autres aînés dans sa situation, elle a de plus en plus de mal à payer son loyer, les coûts d'épicerie qui augmentent, son transport et ses fournitures médicales.

Nous savons désormais que plus de 204 000 aînés recevront le paiement forfaitaire unique à partir du 19 avril 2022 et que Service Canada travaillera de concert avec les députés pour aider leurs électeurs dans le besoin à le recevoir plutôt au mois de

concerned about working through MP offices and emphasize that every low-income senior who relies on GIS is in dire need if their benefits have been reduced or lost for seven months. Seniors are urgently awaiting this money to be returned as quickly as possible.

We must now ensure that seniors are not subject to the impacts of benefit interactions like these in July 2022 or ever again. The one-time payment corrects this past year, and Bill C-12 ensures a systemic solution going forward. I therefore urge the standing committee to complete the consideration of this bill quickly and for senators to pass it without delay so that low-income seniors never again experience a year of lost or reduced GIS benefits as they did this year. Thank you.

The Chair: Thank you so much to both our witnesses. At this point, I will hand over the chair to Senator Petitclerc, who will proceed to questions.

[*Translation*]

Senator Chantal Petitclerc (Acting Chair) in the chair.

The Acting Chair: Thank you very much, Madam Chair. I'm happy to take over. We will continue with questions.

[*English*]

Senator Bovey: I want to thank both the witnesses. I very much appreciate the lens they put to this.

My question is short, and then I'm afraid I'm going to have to slip away from this meeting. I would be very interested in hearing your thoughts about measures that should be looked at to secure seniors' financial status going forward. Rather than take time out of this meeting to respond to that, it would be wonderful if you could send some documents to the clerk of this committee so that we can review them. You've told some very real stories, and many of us are hearing very similar things from people who live near us and whom we know. Madam Chair, if I may, I say thank you, and I look forward to further discussions to make sure that these situations do never arise again. I could not live on \$600 a month.

The Acting Chair: Do any of the witnesses want to comment on that?

Ms. Kobluk: I'm happy to jump in.

mars. Le fait de passer par les bureaux des députés nous inquiète et nous tenons à souligner que chaque aîné à faible revenu qui dépend du SRG est dans le besoin si ses versements sont réduits ou révoqués depuis sept mois. Les aînés attendent avec un sentiment d'urgence que cet argent leur soit rendu le plus rapidement possible.

Nous devons maintenant veiller à ce que les aînés ne soient pas affectés par ce type d'interactions entre prestations en juillet 2022 ou même plus jamais. Le paiement unique rectifie le tir pour l'année passée, et le projet de loi C-12 assurera une solution systémique à l'avenir. J'exhorte donc le comité permanent à compléter rapidement son examen du projet de loi et les sénateurs à l'adopter sans attendre pour que les aînés à faible revenu n'aient plus jamais à passer une année avec une réduction ou une révocation de leurs versements du SRG comme cela a été le cas cette année. Merci.

La présidente : J'aimerais remercier nos deux témoins de leurs témoignages. Je vais maintenant céder la présidence à la sénatrice Petitclerc, qui lancera la période de questions.

[*Français*]

La sénatrice Chantal Petitclerc (présidente suppléante) occupe le fauteuil.

La présidente suppléante : Merci beaucoup, madame la présidente. C'est avec plaisir que je prends le relais. Nous poursuivons avec des questions.

[*Traduction*]

La sénatrice Bovey : J'aimerais remercier nos deux témoins d'être ici. J'ai beaucoup aimé entendre leur point de vue.

Je vais poser une brève question, puis je crains de devoir m'éclipser de la réunion. J'aimerais savoir quelles mesures devraient être envisagées selon vous pour assurer la sécurité financière des aînés à l'avenir. Plutôt que de me répondre maintenant et de prendre du temps de cette réunion, ce serait merveilleux si vous pouviez envoyer des documents au greffier afin que nous puissions les examiner. Vous nous avez raconté des histoires bien réelles, et nous sommes nombreux à entendre des choses similaires de la part de ceux que nous connaissons ou qui vivent près de nous. Si je puis me permettre, madame la présidente, je dirai merci et que j'ai hâte d'avoir d'autres discussions à ce sujet pour veiller à ce que ce type de situation ne puisse plus jamais se reproduire. Je ne saurais survivre avec 600 \$ par mois.

La présidente suppléante : Est-ce que l'une d'entre vous souhaite faire un commentaire à ce sujet?

Mme Kobluk : Je veux bien, oui.

Thank you for the question, Senator Bovey. One piece that needs to be remembered is there are some seniors who don't even qualify for GIS in Canada because of precarious immigration status. The first thing would be to broaden the inclusion to these seniors as well as those who have difficulty with tax filing for a variety of reasons. The eligibility needs to be expanded.

There's a larger discussion on poverty that needs to happen, and we need to ask ourselves if we are okay with people just meeting the poverty line. The MBM is the Market Basket Measure, and it would be different by region. It might be something that the Senate could propose to study.

Senator Bovey: I think what you've said is a wonderful segue into this bigger question. I know that's not the question we're being asked to address today, so I don't want us to go off on that tangent because our time is tight. I think you've given us a very important springboard and solid stories that tie in with so many that we're hearing, so I thank you.

Senator Patterson: Thank you very much for the compelling evidence provided by the witnesses.

I'd like to ask you both about strong statements we've just heard from the minister that every senior through this legislation will be fully compensated. She used that expression several times, "fully compensated."

Ms. Sarangi, you've described outcomes way beyond the shortfall of money — the heartbreaking story of a senior woman being evicted in the North, losing her housing, having to move into a car, and another senior who lost her job. Some felt great distress or impacts when they couldn't buy food or drugs, and it was horrifying to hear that it did lead to suicide.

I would like to ask you both: When the minister and the department talk about full compensation, do you think that's a good description of what is really just a money fix now? How will that really compensate for the difficulties, the hardships and the anguish those seniors have gone through, as you've described? I'd like to ask each of you to comment, please.

Ms. Sarangi: Thank you, Senator Patterson, for the question and for your observations.

We do understand that the payment will, dollar for dollar, refund the amounts that were clawed back on the GIS, but with the experiences of seniors over the last several months, there is

Je vous remercie de votre question, sénatrice Bovey. Il ne faut pas oublier que certains aînés ne sont même pas admissibles au SRG au Canada en raison de leur statut d'immigration précaire. La première chose à faire serait d'élargir l'admissibilité afin d'inclure ces aînés ainsi que ceux qui ont de la difficulté à remplir leur déclaration de revenus pour diverses raisons. L'admissibilité doit être élargie.

De plus, une discussion plus générale sur la pauvreté doit avoir lieu. Nous devons nous demander si nous sommes d'accord pour que les gens atteignent simplement le seuil de pauvreté. La mesure du panier de consommation varie d'une région à l'autre. Peut-être que le Sénat pourrait proposer une étude à ce sujet.

La sénatrice Bovey : Je pense que ce que vous avez dit est une superbe transition vers cette question plus large. Je sais que ce n'est pas ce sur quoi nous sommes censés nous pencher aujourd'hui, donc je ne veux pas que nous digressions, car le temps est limité. Je pense que vous nous avez donné un tremplin très important ainsi que des histoires solides qui rejoignent bien des choses que nous avons entendues, alors je vous remercie.

Le sénateur Patterson : J'aimerais remercier nos témoins de leurs témoignages convaincants.

J'aimerais sonder votre avis sur des déclarations fortes que la ministre vient de faire. Elle a dit que chaque aîné sera entièrement indemnisé dans le cadre de ce projet de loi. Elle a utilisé l'expression « entièrement indemnisé » à plusieurs reprises.

Madame Sarangi, vous avez fait état de situations qui dépassent le simple manque d'argent — l'histoire déchirante d'une aînée expulsée de son logement dans le Nord. Vous avez raconté qu'elle a dû se mettre à vivre dans une voiture après avoir perdu son logement. Vous avez aussi parlé d'une autre dame âgée qui a perdu son emploi. Certains ont ressenti une grande détresse ou des répercussions lorsqu'ils se sont retrouvés incapables de s'acheter de la nourriture ou des médicaments, et il est horrifiant d'entendre que certains ont choisi de mettre fin à leurs jours.

Ma question s'adresse aux deux témoins. Lorsque la ministre et les représentants du ministère parlent d'une indemnisation complète, estimez-vous que c'est une bonne description de ce qui n'est en fait qu'un règlement en argent? Comment cela compensera-t-il vraiment les difficultés, les épreuves et l'angoisse que ces aînés ont traversées, comme vous l'avez décrit? J'aimerais vous entendre toutes les deux à ce sujet, je vous prie.

Mme Sarangi : Je vous remercie de votre question et de vos commentaires, sénateur Patterson.

Nous comprenons que le paiement remboursera entièrement les montants qui ont été récupérés sur le SRG, mais, dans les faits, compte tenu de ce que les aînés ont vécu au cours des

really no price that we can put on the kinds of hardships that people have been going through.

There have been other benefits that have been clawed back. I did mention rents went up because their supplements went down. That's an additional cost that came out of the pockets of seniors. There is the \$200 a month that seniors in the North who get GIS are able to access because of the higher cost of living. They're unable to get that, so that money came out of their pockets. Many have taken out loans from lines of credit and payday lenders, and those interest rates are exorbitant and that interest will come out their pockets.

If we're just calculating the dollars, this is not counting any of those additional costs that seniors have had to go through. The emotional hardships, going without medication for several months and compounding health and emotional deterioration will have some longer-term effects. I think, as my colleague Devorah was saying, we need a bigger fix. This is one very small piece of a puzzle that is important and that needs to happen immediately, and we need to take a step back and look at the broader inequities.

I will say that Campaign 2000 does put out an annual report card on poverty. This year, we have 60 recommendations that cover a variety of areas, including the income support system but also the social safety net. I will forward that to the clerk so each of you have a copy of the recommendations that we put forward to looking at fixing the social safety net and the income security net for everybody, not only seniors but everybody.

Ms. Kobluk: Thank you very much for the question, Senator Patterson. I mentioned, and I know Ms. Sarangi has mentioned, there are other benefits that are impacted, things like rent geared to housing. The Guaranteed Annual Income System, GAINS, is another one in Ontario. We are at a point in our advocacy where we're wondering if we have to then go back to the province and see if they will also retroactively recalculate to get a little bit more compensation. I don't have an answer on that yet, but for full compensation to occur, that would have to happen. That shows you the complexity of this situation when someone loses their GIS.

The other thing I would say is the 68-year-old senior that I mentioned in my remarks had been living in their housing situation for 14 years. I don't know anywhere in this country, and certainly not in Ontario, where rent has not gone up in 14 years. For them to then rehouse themselves if they have gotten to the point of eviction will be very difficult to compensate.

derniers mois, il n'y a vraiment pas de prix que nous puissions mettre sur le genre d'épreuves que ces gens ont traversées.

D'autres prestations ont fait l'objet de récupérations. J'ai mentionné le fait que les loyers ont augmenté parce que leurs suppléments avaient diminué. Il s'agit d'un coût supplémentaire que les aînés ont dû payer de leur poche. Il y a les 200 \$ par mois que les aînés vivant dans le Nord et bénéficiant du SRG peuvent obtenir en raison du coût de la vie plus élevé. Ils n'arrivent plus à avoir cet argent, alors ils ont dû payer les coûts de leur poche. Beaucoup ont contracté des prêts avec des marges de crédit ou auprès de prêteurs sur salaire, et ces taux d'intérêt sont exorbitants. Cet intérêt sortira aussi de leur poche.

Si nous ne calculons que les dollars, cela ne tient pas compte des coûts supplémentaires auxquels les aînés ont été confrontés. Les difficultés émotionnelles, l'arrêt de prise de médicaments pendant plusieurs mois et la détérioration de la santé physique et mentale auront des effets à long terme. Comme l'a dit ma collègue, Mme Kobluk, nous avons besoin d'une solution plus globale. L'enjeu dont nous parlons n'est qu'une toute petite pièce du casse-tête qui est important et qui doit être réglé immédiatement. Ensuite, il nous faudra prendre un pas de recul et examiner les inégalités d'une façon plus globale.

Campagne 2000 publie un bulletin annuel sur la pauvreté. Cette année, nous avons 60 recommandations qui couvrent divers enjeux, y compris le système de soutien du revenu, mais aussi le filet de sécurité sociale. Je l'enverrai au greffier afin que vous puissiez tous avoir un exemplaire des recommandations que nous avons formulées en vue d'améliorer le filet de sécurité sociale et le filet de sécurité du revenu pas seulement pour les aînés, mais pour tous.

Mme Kobluk : Je vous remercie de votre question, sénateur Patterson. Tel que Mme Sarangi et moi l'avons dit, d'autres prestations ont été affectées par la situation, comme le loyer proportionné au logement. Le Régime de revenu annuel garanti, ou RRAGO, de l'Ontario en est une autre. Nous sommes rendus au point dans notre militantisme où nous nous demandons s'il faudrait retourner sur le plan provincial pour voir si la province peut aussi offrir un recalculation rétroactif pour obtenir un peu plus d'indemnisation. Je n'ai pas encore de réponse là-dessus, mais il faudrait que cela se fasse pour obtenir une indemnisation complète. Cela vous montre la complexité de la situation d'une personne qui perd ses versements du SRG.

J'aimerais ajouter quelque chose. La dame de 68 ans dont j'ai parlé dans mes remarques liminaires vit dans le même logement depuis 14 ans. Je ne connais pas un endroit au pays, et surtout pas en Ontario, où les loyers n'ont pas augmenté en 14 ans. Si cette personne devait se faire expulser de son logement, il lui serait très difficile de se reloger.

I guess — not to be redundant — I also want to say, what is the cost to the dignity for these seniors? Let's remember the first wave and those who were hit the hardest. There were no vaccines, and suddenly they have this extreme loss of income. There are seniors that are very robust and have very full lives, but they still should not be in a position where they have a 36% higher rate of food bank use in Ontario last year compared to the year before.

I don't think it is full compensation. I think you're right that it is a financial fix, but I would reiterate that it's much needed and we are glad that it is finally happening.

Senator Poirier: Thank you for your testimony. I'm very grateful to be able to hear what's happening out there from the people that are hearing from Canadians that were affected by this.

My first question will go to both, but I'm going to address it first to the Income Security Advocacy Centre and then I'll go to Campaign 2000. As you mentioned and as I mentioned when I was questioning the minister a while ago, they knew about this in May 2020. My question was whether you contacted the government. You answered that question by saying that you wrote to them in August, October, December and January. Every time you contacted them, did they respond to you? What kind of response were you getting? For Campaign 2000, have you and your side contacted the government? What kind of response were you getting to address the concerns that you're hearing from our seniors who are so affected by this?

Ms. Kobluk: Thank you for the question.

Minister Khera responded with a short, I would say, form letter inviting us to meet with one of her staff officials. We replied and never had a meeting. Minister Qualtrough never replied. Minister Freeland never replied.

My colleague actually sent something out to every Ontario MP. Some did reply and we did meet with a couple. I'm happy to let the committee know that if that would be helpful. But we were unable to get any specific and lengthy or face-to-face replies from ministers.

Senator Poirier: Thank you. Do you have any comments, Ms. Sarangi?

Ms. Sarangi: Thank you for your question.

Campaign 2000 has also contacted ministers. We have been organizing a national working group, which we've called the CERB Amnesty campaign. When CERB first came out, we heard

Je présume — sans vouloir être redondante — que je veux aussi dire... Quel est le coût pour la dignité de ces aînés? Rappelons-nous la première vague et ceux qu'elle a le plus affectés. À l'époque, aucun vaccin n'était disponible, et ces personnes ont perdu une énorme part de leur revenu. Certains aînés sont solides et ont une vie bien remplie, mais ils ne devraient quand même pas se retrouver dans une situation où le pourcentage de recours aux banques alimentaires en Ontario a augmenté de 36 % l'année dernière par rapport à l'année précédente.

Je ne pense pas que l'on puisse parler d'une indemnisation complète. Je pense que vous avez raison lorsque vous dites qu'il s'agit d'une compensation financière, mais je dirais à nouveau que cet argent est très nécessaire et que nous sommes heureux de voir que les choses se concrétisent enfin.

La sénatrice Poirier : Je vous remercie de votre témoignage. Je suis très reconnaissante de pouvoir entendre parler de ce qui se passe sur le terrain par l'entremise de gens qui entendent ce que les Canadiens affectés par la situation ont à dire.

Ma première question s'adressera aux deux témoins, mais je vais d'abord m'adresser à la représentante du Centre d'action pour la sécurité du revenu, puis à celle de Campagne 2000. Comme vous l'avez dit — et j'en ai parlé moi-même lorsque j'ai posé mes questions à la ministre plus tôt —, le gouvernement a été mis au fait de la situation en mai 2020. Je voulais vous demander si vous aviez contacté le gouvernement, mais vous avez répondu à ma question. Vous avez dit avoir écrit au gouvernement en août, en octobre, en décembre et en janvier. Avez-vous obtenu une réponse chaque fois? Quant à Campagne 2000, avez-vous contacté le gouvernement? Quel genre de réponse avez-vous obtenue pour répondre aux préoccupations que vous entendez de la part des aînés affectés par la situation?

Mme Kobluk : Je vous remercie de votre question.

La ministre Khera a répondu par une courte lettre type, nous invitant à rencontrer l'un de ses hauts fonctionnaires. Nous avons répondu, mais n'avons jamais eu de réunion. La ministre Qualtrough n'a jamais répondu. La ministre Freeland non plus.

Mon collègue a envoyé un message à chaque député ontarien. Certains ont répondu et nous en avons rencontré quelques-uns. Je serai heureuse d'en parler au comité si cela peut être utile. Cela dit, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des réponses précises, longues ou en personne avec les ministres.

La sénatrice Poirier : Merci. Avez-vous quelque chose à dire à cet égard, madame Sarangi?

Mme Sarangi : Je vous remercie pour la question.

Campagne 2000 a aussi communiqué avec les ministres. Nous avons mis sur pied un groupe de travail national, la campagne pour l'amnistie de remboursement de la PCU. Quand la PCU a

from our partners, our local community organizations, that people — especially in March, April, May, who were on different kinds of social assistance or income assistance or disability assistance programs — were experiencing clawbacks right away, and monthly calculations of rent supplements were increasing right away. We convened a national working group and have been meeting since the spring of 2020. Over that almost two years, we have been contacting the ministers and elected officials since then. I can go and get our list together. I don't have it in front of me, and I didn't make the count of how many times, but we've had many meetings with various members of Parliament from all political parties. We have reached out to all the political parties leading up to the GIS and the announcements in the fiscal update and subsequent announcement of this bill and the repayment. We presented at the Finance Committee twice.

We had a very good response actually from the NDP Party, who had put in their election platform this repayment for seniors who had their GIS clawed back, and I know that MP Blaikie and MP Blaney have been very strong advocates on this issue. I have worked with their staff in their office.

We've written to the Minister of Finance. We did not hear back. We wrote to Minister Khera, and we did not hear back. Just about a week ago, I was able to have a conversation with her policy staff, but it did take a very long time to get to that point. We were very disappointed by the lack of communication from the ministers who have the ability and control over this file.

Senator Poirier: Thank you very much.

The Acting Chair: We will now turn to Senator Cordy, the sponsor of the bill.

Senator Cordy: Thank you both so much. Your testimony is in many ways heart-wrenching and riveting. The information you've given us is not a surprise to many, but to hear witnesses speaking about it brings it to light.

You both said it's important to pass Bill C-12 so that these vulnerable seniors can get some funding money. They have been without these resources. Lump sum is not always the best way to get it, but it's second best. Let's put it that way. I'm pleased that they will get it this spring, if the bill passes.

I'm going off the bill a little bit, and I hope the chair will indulge me. You both brought forward the broader challenges faced by a large number of seniors, particularly those most vulnerable in our communities. You both itemized and you both did that very well. You spoke about meeting their physical needs, their food and medication, but I think you also touched on the importance of maintaining dignity. You can't put a price tag

été introduite, nos partenaires, des organismes communautaires, nous ont informés que les prestations des bénéficiaires de différents programmes d'aide sociale, d'aide au revenu et d'aide aux personnes handicapées avaient été réduites sur le coup, surtout en mars, en avril et en mai, et que le calcul mensuel des suppléments au loyer avait augmenté. Nous avons donc formé un groupe de travail national, qui se réunit depuis le printemps 2020. Depuis presque deux ans, nous communiquons avec les ministres et les représentants élus. Je peux dresser une liste et vous l'envoyer. Je n'ai pas l'information devant moi et je n'ai pas compté le nombre de réunions que nous avons tenues, mais nous avons rencontré beaucoup de députés de tous les partis politiques. Nous sommes entrés en contact avec tous les partis politiques avant les annonces concernant le SRG, l'énoncé économique, le projet de loi et le remboursement. De plus, nous avons témoigné deux fois devant le Comité des finances.

En fait, nous avons reçu une très bonne réaction de la part du Nouveau Parti démocratique. Le NPD avait inclus l'indemnisation des aînés ayant perdu leur SRG dans son programme électoral. Je sais que le député Blaikie et la députée Blaney ont été d'ardents défenseurs de la cause. J'ai travaillé avec leur personnel.

Nous avons écrit à la ministre des Finances. Elle ne nous a pas répondu. Nous avons aussi écrit à la ministre Khera. Elle ne nous a pas répondu non plus. Il y a environ une semaine seulement, j'ai pu discuter avec son personnel responsable des politiques, mais il a fallu beaucoup de temps pour en arriver là. Nous avons été très déçus par le manque de communication de la part des ministres responsables du dossier.

La sénatrice Poirier : Merci beaucoup.

La présidente suppléante : Je donne maintenant la parole à la marraine du projet de loi, la sénatrice Cordy.

La sénatrice Cordy : Merci beaucoup. Vos témoignages sont à la fois bouleversants et captivants. Peu seront surpris par les informations que vous nous avez présentées, mais vos témoignages les mettent en lumière.

Vous avez dit toutes les deux que le projet de loi devait être adopté pour que les aînés vulnérables reçoivent des fonds. Ils ont été privés de ressources. Un paiement unique n'est pas toujours la meilleure façon de recevoir des fonds, mais disons que c'est la deuxième solution. Je suis ravie qu'ils recevront le paiement au printemps, à condition que le projet de loi soit adopté.

J'aimerais m'éloigner un peu du sujet du projet de loi. J'espère que la présidence me le permettra. Vous avez parlé toutes les deux de l'ensemble des défis que de nombreux aînés doivent surmonter, en particulier les plus vulnérables de nos communautés. Vous avez donné des détails très utiles. Vous avez parlé de répondre à leurs besoins physiques — leurs besoins de nourriture et de médicaments —, mais vous avez aussi abordé

on that. Some of the things, like living in a car, certainly don't allow one to maintain dignity.

We could take a whole study on issues related to seniors. I was part of that a number of years ago headed up by Senator Carstairs, and maybe it's time to have another special committee.

How do you break down the barriers? For vulnerable citizens who aren't getting delivery of a newspaper every day or who aren't getting information on the internet, how do we increase the knowledge of what's available? You're right that when they applied for CERB, many weren't aware that it would affect their Guaranteed Income Supplement. I know they are getting it back, but it's retroactive. What are the steps we should be doing? Having you here today has been a great reminder.

Ms. Sarangi: Thank you, Senator Cordy, for your question.

Campaign 2000 is hosted by Family Service Toronto, which is a large multiservice organization serving the Toronto area. We provide mental health counselling, we provide services for adults and children with developmental disabilities, and we provide counselling and support to women and gender-diverse folks fleeing gender-based violence. Seniors are an important part of the community who come to us for service, so I will take a moment to speak from that perspective and my work rooted in a community. Community organizations like ours have those trusted relationships with our community and with seniors. We can be that place where we are giving information to those in our neighbourhoods.

I think with the CERB, what we saw is that there was confusion all around. We didn't know who was eligible. As I mentioned, we've talked to seniors who called Service Canada or who called their MP's office. They didn't know about the consequences that were going to happen. That clear, warm communication, communication that is in different languages that involve community organizations or those places where seniors are going to, I think is critical in any kind of approach to breaking social isolation and getting information to seniors.

One of the things I mentioned is mental health for people and seniors and the kinds of mental health challenges. As an organization with a large portfolio of providing mental health services to very diverse community members in the city of Toronto, we need much more of those services. When our wait lists get up to two years, we shut them down. We just don't have the kinds of resources to be meeting the needs, and the pandemic has made all of this so much worse. We need significantly more investment into these kinds of community-based services, those culturally appropriate services for people who are facing multiple marginalizations. One of the best things to do is ask

l'importance de préserver leur dignité. La dignité n'a pas de prix. Certaines situations, comme vivre dans une voiture, rendent impossible la préservation de la dignité.

Nous pourrions consacrer toute une étude aux aînés. J'ai participé à une telle étude il y a plusieurs années, sous la direction de la sénatrice Carstairs. Le temps est peut-être venu de former un nouveau comité spécial.

Comment pouvons-nous éliminer les obstacles? Comment pouvons-nous fournir de l'information sur les programmes disponibles aux citoyens vulnérables qui ne reçoivent pas le journal chaque jour ou qui ne consultent pas Internet? Vous avez raison lorsque vous dites qu'au moment de présenter leur demande de PCU, nombre d'entre eux ne savaient pas que la prestation aurait une incidence sur leur Supplément de revenu garanti. Je sais qu'ils se feront rembourser, mais le paiement est rétroactif. Quelles mesures devrions-nous prendre? Votre présence est un très bon rappel.

Mme Sarangi : Je vous remercie pour la question, sénatrice Cordy.

Campagne 2000 est hébergé par Family Service Toronto, un grand organisme multiservice de la région de Toronto. Nous offrons du counselling en santé mentale, des services destinés aux adultes et aux enfants ayant des troubles du développement, ainsi que du counselling et du soutien pour les femmes et les personnes de toutes les identités de genre qui fuient la violence fondée sur le sexe. Notre clientèle compte beaucoup d'aînés. Je vais donc prendre un moment pour parler du point de vue du travail communautaire. Les organismes communautaires comme le nôtre entretiennent une relation de confiance avec les membres de la communauté et les aînés. Nous pouvons être l'endroit qui fournit de l'information aux gens du quartier.

En ce qui concerne la PCU, je pense que la confusion était générale. Personne ne savait qui y avait droit. Comme je l'ai déjà dit, nous avons parlé à des aînés qui ont appelé Service Canada ou le bureau de leur député. Tous ignoraient les répercussions qui allaient suivre. Selon moi, une communication claire et chaleureuse, transmise dans différentes langues par les organismes communautaires ou les lieux fréquentés par les aînés, est essentielle à toute stratégie visant à briser l'isolement social et à fournir de l'information aux aînés.

J'ai parlé entre autres des défis liés à la santé mentale de la population générale et des aînés. Notre organisme offre une vaste gamme de services de santé mentale à des membres très divers des communautés de Toronto. Il faut beaucoup plus de services de ce genre. Quand nos listes d'attente atteignent deux ans, nous les fermons. Nous ne disposons tout simplement pas des ressources nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins, et la pandémie a considérablement empiré la situation. Il faut beaucoup plus d'investissements dans les services communautaires, les services adaptés à la culture destinés aux personnes marginalisées sur divers plans. Une des meilleures

those impacted, what do you need? What is the best way to get this to you? Thank you for the question.

Ms. Kobluk: I would say a few things.

With any marginalized, vulnerable community, you have to go to them, not expect them to come to you. There needs to be an assessment of who is getting missed and targeting those people and making sure that you have an outreach program from the federal level to get them their benefits.

There also needs to probably be a completely unique and different approach for Indigenous peoples. I just don't want this assumption that they're not applying or they didn't fill out the paperwork, because it's not enough.

The next thing is we need to stop all clawbacks. This goes for any low-income people. Let people keep as much money as they can when they're living near the poverty line. That's going to require coordination between the provinces and the federal government. That is something I think would help significantly.

Another thing is the social safety net. There have been decreases in the Canada Social Transfer, so we need money to be going to these local community services, and that can include Legal Aid. Legal Aid was cut back, and we aren't able to serve as many people as we'd like to. I know my colleagues have files stacked very high and work very long days. Any kind of wraparound services that can come from the social transfer for wraparound services for seniors would assist.

And finally, and this is for my mother: not all seniors are IT connected. That's a real barrier. It might be financial. It might be a lack of digital literacy. It might be a choice of wanting to do paper and phones. But don't rely on IT. I hear too much from service providers or governments, "It's on the website." You're going to miss many people for many reasons, so don't rely on that.

Senator Kutcher: Thank you to the witnesses.

It's not just your mother that's not IT connected. I would put myself there. I'd much rather speak to a human being than work my way through a website.

chooses à faire, c'est demander aux personnes intéressées de quoi elles ont besoin et quelle est la meilleure façon de les soutenir. Je vous remercie pour la question.

Mme Kobluk : J'ai quelques commentaires.

D'abord, il ne faut pas s'attendre à ce que les groupes marginalisés et vulnérables fassent les premiers pas; c'est à vous d'agir. Le gouvernement fédéral doit déterminer qui est laissé pour compte, il doit cibler ces personnes et il doit mettre en place un programme de sensibilisation pour s'assurer qu'elles reçoivent leurs prestations.

Il faut aussi probablement une approche complètement différente et unique pour les peuples autochtones. Il ne faut pas tenir pour acquis que les Autochtones ne présentent pas de demandes ou ne remplissent pas les formulaires. Ce n'est pas assez.

Ensuite, il faut mettre fin à toutes les formes de récupération, et ce, pour l'ensemble des personnes à faible revenu. Les gens qui vivent sur le seuil de la pauvreté devraient pouvoir garder autant d'argent possible. Pour ce faire, les provinces et le gouvernement fédéral devront travailler ensemble. Selon moi, cela aiderait énormément.

Le filet de sécurité sociale est un autre élément important. Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux a été réduit; par conséquent, il faut des fonds pour soutenir les services communautaires, y compris l'aide juridique. Vu que le budget du Programme d'aide juridique a été réduit, nous ne pouvons pas aider autant de personnes que nous le voulons. Mes collègues ont de très hautes piles de dossiers sur leurs bureaux et ils travaillent de très longues heures. Tout appui provenant du Transfert en matière de programmes sociaux pour des services complets axés sur les aînés serait le bienvenu.

Finalement, et je le dis pour ma mère : pas tous les aînés sont branchés aux technologies de l'information. C'est un réel obstacle. Les raisons sont nombreuses : des contraintes financières, un manque de compétences numériques, une préférence pour le papier et le téléphone. Quoi qu'il en soit, ne comptez pas sur les technologies de l'information. Trop souvent, j'entends les fournisseurs de services ou les gouvernements dire : « C'est sur le site Web. » Si vous comptez sur les TI, un grand nombre de personnes ne recevra pas votre message, pour différentes raisons.

Le sénateur Kutcher : Merci aux témoins.

Votre mère n'est pas la seule qui n'est pas branchée aux technologies de l'information. Je me place dans la même catégorie. Je préfère nettement parler à un être humain plutôt que chercher mon chemin sur un site Web.

A couple of things: Most senators would agree that we need to do better at improving the lives of seniors, particularly the most disadvantaged, and addressing the major needs of poverty in this country. It's just untenable. Most of us would also agree that the federal government has not done a very good job in moving the Bill C-12 file forward over the last few years or so. We've heard your response to that, and I think it's appalling. I think we would all agree that the government has done a horrible job in much of the communication around this pandemic.

In the last session, there were questions raised about a potential technical glitch around the legislation should Bill C-12 go forward because of a technicality in another piece of legislation. There have been concerns raised about that. We've also been told that May 4 is a hard deadline and that, if it doesn't get through, then there will be huge consequences for tens of thousands of people. What do you think would be the response of Canadian seniors if this didn't go through in a timely way on the basis of what they may perceive as an arcane technicality? What would be the response and what would happen to people?

Ms. Kobluk: I want to quickly say that I sympathize with senators because what I heard in that first session is that you're up against a wall on the timeline and that you have to push this through. I also heard some questions from the senators that said that you would appreciate more time to do it right and to maybe even look at what could have been added to the bill. I sympathize with that predicament in the legislative deadline.

I know it's above what can be done right now, but I would say that, even with that, we need this to be passed. I certainly learned from one of the bureaucrats how firm that March 4 deadline is and that it isn't just for seniors who accessed pandemic benefits.

I think the real question is, do we want more seniors in this predicament? The answer I would hope is no. I would also say seniors are very confused and scared when they receive a cheque that is less than they are supposed to receive. When you're on a fixed income, you know how much you usually get to the penny every month. We don't want to increase that kind of fear and confusion.

Ms. Sarangi: Senator Kutcher, I would add that I think seniors are already feeling like they don't matter and that they don't count. The government said they were going to leave no one behind in their pandemic emergency response and in their recovery plans, and they are being, so far, left behind. If they were to learn that this is all undone on the basis of a technicality,

J'ai quelques remarques. La majorité des sénateurs conviendrait qu'il faut en faire plus pour améliorer la vie des aînés, en particulier les plus désavantagés, et pour lutter contre la pauvreté au pays. La situation est tout simplement inacceptable. La majorité d'entre nous conviendrait aussi qu'au cours des dernières années, le gouvernement fédéral n'a pas réalisé du bon travail pour faire avancer le projet de loi C-12. Nous avons entendu votre réponse à cet égard, et je trouve cela épouvantable. Je pense que tous s'entendraient pour dire que le bilan du gouvernement en matière de communication par rapport à la pandémie est loin d'être reluisant.

Au cours de la dernière session, des questions ont été soulevées concernant un problème technique qui pourrait survenir si le projet de loi C-12 était adopté. Ce problème technique serait lié à une disposition qui se trouve dans une autre mesure législative. Des réserves ont été émises à cet égard. Nous avons aussi entendu que le 4 mai était une échéance stricte, et que si le projet de loi n'était pas adopté, des dizaines de milliers de personnes subiraient de graves conséquences. D'après vous, quelle serait la réaction des aînés canadiens si le projet de loi n'était pas adopté à temps en raison de ce qu'ils pourraient considérer comme un détail technique obscur? Quelle serait la réaction des gens et que leur arriverait-il?

Mme Kobluk : Rapidement, je tiens à dire que je sympathise avec les sénateurs. D'après ce que j'ai entendu durant la dernière session, l'échéance vous met au pied du mur et vous êtes obligés d'expédier votre examen. J'ai aussi entendu des sénateurs dire qu'ils auraient aimé avoir plus de temps pour faire les choses correctement et peut-être même pour considérer ce qui aurait pu être ajouté au projet de loi. Je comprends que l'échéance vous place dans une situation difficile.

Je sais que ce n'est pas dans le domaine du possible maintenant, mais je dirais que malgré tout, le projet de loi doit être adopté. J'ai bien compris, grâce à un des fonctionnaires, à quel point l'échéance du 4 mars est stricte, et que la mesure ne touche pas seulement les aînés ayant reçu des prestations liées à la pandémie.

D'après moi, la vraie question est la suivante : voulons-nous que d'autres aînés connaissent les mêmes difficultés? J'espère que la réponse est non. J'ajouterais aussi que lorsque les aînés reçoivent un chèque inférieur à ce qu'ils sont censés recevoir, ils ressentent beaucoup de peur et de confusion. Les personnes qui ont un revenu fixe savent exactement combien elles reçoivent habituellement par mois, au cent près. Il faut éviter d'accroître la peur et la confusion.

Mme Sarangi : Sénateur Kutcher, j'ajouterais que les aînés ont déjà l'impression qu'ils ne comptent pas. Le gouvernement a affirmé qu'il n'oublierait personne dans ses mesures d'urgence et de relance liées à la pandémie. Pourtant, jusqu'à maintenant, il a oublié les aînés. Si les aînés déjà malmenés devaient apprendre que le projet de loi a échoué à cause d'un problème technique —

which in my very limited experience of these processes sounds like there are other places where that technicality could effectively be addressed, I think the kind of harm on top of what they've already experienced would be very devastating for the seniors who we're talking about.

Senator Kutcher: I have to leave, I am sorry. Thank you very much, all of you.

Senator Pate: Thank you to the witnesses, and thank you to the committee and to Senator Cordy for all your work on this.

Having worked with both of your organizations in the past — I'm a lot older, so it was a while ago — and your predecessors, I want to thank you as well for the ongoing work and reports that you do. As you were speaking, part of the reason I put my hand up is I was reminded of working with the Income Security Advocacy Centre when we were working on the inquest into the death of Kim Rogers, which really, for many of us, brought home the incredible disparity for those with disabilities, those who are racialized and women. As probably both of you know, that was the situation where she was cut off social assistance. It was where many of us came to the view that we needed to not only shore up the economic system but address the stigma that attaches to those who are poor, particularly where intersectionally they experience discriminatory attitudes.

I'm curious as to how you see this moving forward. I'm very concerned to hear that you're not receiving responses from the government, particularly when there is growing support for things like guaranteed livable income in combination with pharmacare, dental care and housing strategies. I am curious as to whether you've seen any support for moving forward and what your comments are on these incremental approaches. We've now had a lurch forward for people who were working during the pandemic. We have had talks about support for people with disabilities, seniors and child benefit, but there seems to be a blockage in actually going to the next step and saying, as you both have indicated, no one should be left behind. I'm curious as to whether you've seen any other positive movement or whether you have any additional comments in that respect.

Ms. Kobluk: Thank you. I don't know if I can comment on whether I've seen any movement, but I appreciate the question on the incremental aspect of this. I think that we need to assess, particularly now. We heard from the minister several times today about the \$500 increase for 75-and-older seniors, but it's not keeping up with inflation. I think the only way I can answer that is to go back to my first answer. I won't stray too far, but what kind of a standard of living do we want for seniors and marginalized people in this country? What is the number that can

et je crois comprendre, d'après mon expérience très limitée des processus en question, qu'il y a d'autres moyens de régler ce problème —, je pense que les effets seraient dévastateurs.

Le sénateur Kutcher : Je suis désolé, mais je dois partir. Merci beaucoup, tout le monde.

La sénatrice Pate : Merci aux témoins, et merci aux membres du comité, particulièrement à la sénatrice Cordy pour tout son travail dans ce dossier.

Comme j'ai déjà travaillé avec vos deux organismes — c'était il y a quelque temps; je suis beaucoup plus âgée que vous — et vos prédecesseurs, je tiens à vous remercier pour vos efforts continus et vos rapports. Une des raisons pour lesquelles j'ai levé la main, c'est que vos témoignages m'ont rappelé le travail que nous avons fait en collaboration avec le Centre d'action pour la sécurité du revenu dans le cadre de l'enquête sur le décès de Kim Rogers. Cette affaire nous a ouvert grand les yeux sur les inégalités criantes qui touchent les personnes handicapées, les personnes racisées et les femmes. Comme vous le savez sans doute toutes les deux, Mme Rogers s'était vu retirer ses prestations d'aide sociale. Cette affaire a convaincu plusieurs d'entre nous qu'il fallait non seulement renforcer le système économique, mais aussi briser le tabou qui pèse sur les personnes pauvres, en particulier les victimes de discrimination intersectionnelle.

J'aimerais avoir votre opinion sur les prochaines étapes. Je trouve très inquiétant que le gouvernement ne vous réponde pas, surtout compte tenu de l'appui croissant de programmes comme le revenu de subsistance garanti, ainsi que l'assurance-médicaments, les régimes de soins dentaires et les stratégies de logement. À votre connaissance, quel soutien a-t-il été offert pour aller de l'avant, et que pensez-vous des approches progressives? Des mesures importantes viennent d'être prises pour venir en aide aux personnes ayant travaillé durant la pandémie. De plus, il y a eu des discussions sur les prestations destinées aux personnes handicapées, aux aînés et aux enfants. Toutefois, un obstacle semble empêcher le gouvernement de passer à la prochaine étape et de faire en sorte, comme vous l'avez dit toutes les deux, que personne ne soit oublié. J'aimerais savoir si vous avez eu connaissance d'autres avancées positives ou si vous avez d'autres commentaires à ce sujet.

Mme Kobluk : Merci. Je ne sais pas si j'ai une réponse à donner concernant les avancées, mais je suis heureuse de répondre à la question sur l'approche progressive. Selon moi, une évaluation s'impose, surtout maintenant. Aujourd'hui, la ministre a mentionné plusieurs fois l'augmentation de 500 \$ pour les personnes âgées de 75 ans et plus. Toutefois, la prestation n'augmente pas au même rythme que l'inflation. Je pense que la seule façon pour moi de répondre à votre question, c'est en reprenant la première réponse que j'ai donnée. Je ne vais pas trop

actually allow them to live a dignified life? The Income Security Advocacy Centre would not object to a larger jump in incomes, broader eligibility or easier access at any time.

Ms. Sarangi: Thank you, Senator Pate.

I too was thinking about the incrementalism. I think the government has shown us with CERB that where there is political will, there is a way to really invest large amounts and do it quickly. I think what we need is more political will.

Our organization focuses on children. We have a historical approach of looking at children. We have expanded our mandate to include families, and seniors, of course, are a part of that. In our indicators, though, we look at the rates of child poverty. In our latest report card that I will share with each of you, what we've seen is, as an example, the Canada child benefit losing its power year-over-year. That was a big investment in 2016 and 2017. When we look at the data, we see the rates of child poverty dropping significantly. But in 2018 and 2019, there has been no additional investment. Indexing to inflation keeps a plateau, so those who are lifted out of poverty, who are just below the poverty line, who are \$6,000 away from the poverty line, are lifted up and kept just above that poverty line. Children and their families are now in deeper poverty. Their poverty is deeper than it has been since 2012. The Canada child benefit is not reaching them. Instead, we hear this narrative of how the Canada child benefit continues to work. Our evidence-based research is showing it is not working. It's losing its power. It's not accessible to people with precarious immigration status and to children in informal care arrangements.

I think we need to do some work to scratch beyond the surface, to look below and to critique even our poverty measurements like the Market Basket Measure, which invisibilizes Indigenous poverty by not counting them at all in the counts. I think we need more ambition around a poverty reduction strategy that has a target of reducing poverty by half by 2030, and then the legislation dissolves and we are okay with leaving 50% of our population in poverty. I think we need to really think about what that recovery looks like. We have an opportunity to really do something very bold and ambitious. It's possible in organizations like ours and ISAC. There are many who have put forward lots of achievable policy solutions. I think we need that political will to actionize and make them come to life.

m'éloigner du sujet, mais nous devons nous demander quel niveau de vie nous voulons pour les aînés et les personnes marginalisées du pays. Quel est le chiffre qui leur permettrait réellement de vivre dans la dignité? Le Centre d'action pour la sécurité du revenu ne s'opposerait pas à une plus grande augmentation des revenus, à l'élargissement de l'admissibilité et à la simplification de l'accès en tout temps.

Mme Sarangi : Je vous remercie, sénatrice Pate.

Moi aussi, je pensais à l'approche progressive. Selon moi, avec la PCU, le gouvernement a montré que s'il y a une volonté politique, c'est possible d'investir de grandes sommes rapidement. D'après moi, il faut une plus grande volonté politique.

Notre organisation se concentre sur les enfants. Traditionnellement, nous nous penchons sur la question des enfants. Nous avons élargi notre mandat pour inclure les familles — et les personnes âgées sont également visées. Toutefois, à l'aide de nos indicateurs, nous examinons le taux de pauvreté infantile. Dans notre dernière fiche de rendement, dont je vous ferai part, nous avons constaté, à titre d'exemple, que l'Allocation canadienne pour enfants perd de son pouvoir d'une année à l'autre. C'était un gros investissement en 2016 et 2017. Lorsque nous examinons les données, nous constatons que les taux de pauvreté infantile diminuent considérablement, mais il n'y a pas eu d'investissement supplémentaire en 2018 et en 2019. L'indexation aux taux de l'inflation permet d'atteindre un équilibre, de sorte que les personnes qui sont sorties de la pauvreté, c'est-à-dire celles qui se trouvaient juste sous le seuil de pauvreté, par exemple à 6 000 \$ du seuil de la pauvreté, sont relevées et maintenues juste au-dessus de ce seuil. Les enfants et les familles sont encore plus pauvres de nos jours — plus qu'ils ne l'ont été depuis 2012. L'Allocation canadienne pour enfants ne les aide pas. On affirme que ces prestations fonctionnent toujours, mais nos recherches fondées sur des preuves montrent que ce n'est pas le cas, car l'allocation devient moins efficace au fil du temps. Elle n'est pas accessible aux personnes ayant un statut d'immigration précaire et aux enfants pris en charge de manière informelle.

Je pense que nous devons nous efforcer d'approfondir cet enjeu et même de critiquer nos mesures liées à la pauvreté, par exemple la mesure du panier de consommation, qui rend la pauvreté des Autochtones invisible, car on ne les compte pas du tout dans les calculs. Je pense que nous avons besoin d'une stratégie de réduction de la pauvreté plus ambitieuse que celle qui a pour objectif de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2030, mais dont la loi se dissout ensuite et nous acceptons de laisser 50 % de notre population dans la pauvreté. Je pense que nous devrions réellement réfléchir à la forme que prendra cette reprise. Nous avons l'occasion de faire quelque chose de très audacieux et ambitieux. C'est possible avec des organismes comme le nôtre et avec le Centre d'action pour la sécurité du revenu, et un grand nombre de personnes ont proposé de

Senator Bernard: Thank you both for being here. Some of the questions I had you've already answered, so I thank you for that.

I just have one question, and I'd like each of you to expand a bit on this. I think you both mentioned the need to expand eligibility. I would like to hear more of your thoughts in terms of what you mean by that. You've both highlighted the very dire needs of seniors who are living in deep poverty and the reality that many are in such precarious situations that the GIS doesn't even come close to addressing them as we stand now. What are your thoughts around expanding eligibility? What does that mean to you? Thank you.

Ms. Sarangi: Thank you, Senator Bernard, for your question.

From Campaign 2000's perspective, we believe that all income — whether it's through the income security system that we have or through decent work — should be working together to drive all incomes up to, at minimum, the Low Income Measure, if not 60% of that Low Income Measure. That should be the goal. No one's income should be falling below that poverty line, whatever programs they are a part of. We don't believe that any program should be keeping people in poverty. For example, social assistance doesn't bring any incomes in any jurisdiction halfway to the poverty measure. For us, determining eligibility would be: Does your income fall below that? And if it does, you should be part of this system, whether it's people who have precarious immigration status or other kinds of barriers.

We also have recommendations for people who are outside the tax system. That is another group who often faces multiple marginalizations. They are under-housed, unbanked, fleeing violence and maybe have mental health issues or other kinds of severe issues or distrust a system. They will not be in the income tax system and so will not be eligible for any kind of benefit.

Many jurisdictions in the world have these kinds of income support programs where the federal government and sometimes corporations work with charities to get benefits to people in communities. In Canada, that work is happening informally. Charities are doing their own fundraising and giving cash or gift cards to people who don't have these kinds of benefits and are

nombreuses solutions stratégiques réalisables. Je pense que nous devons avoir la volonté politique nécessaire pour passer à l'action et mettre en œuvre ces solutions.

La sénatrice Bernard : Je vous remercie toutes les deux d'être ici aujourd'hui. Vous avez déjà répondu à certaines de mes questions, et je vous en remercie.

J'ai seulement une question, et j'aimerais que vous y répondiez toutes les deux. Je pense que vous avez toutes les deux mentionné la nécessité d'accroître l'admissibilité. J'aimerais que vous m'en disiez davantage sur ce sujet. Vous avez toutes les deux souligné les besoins criants des personnes âgées qui vivent dans une grande pauvreté et la réalité selon laquelle grand nombre d'entre elles sont dans une situation si précaire qu'en ce moment, le Supplément de revenu garanti est loin de répondre à leurs besoins. Que pensez-vous de l'élargissement de l'admissibilité? Qu'est-ce que cela signifie pour vous? Je vous remercie.

Mme Sarangi : Je vous remercie, sénatrice Bernard, de votre question.

Au sein de Campagne 2000, nous croyons que tous les revenus — que ce soit par l'entremise du système de sécurité du revenu qui existe déjà ou d'un emploi avec un salaire décent — devraient pouvoir se combiner pour faire remonter tous les revenus pour atteindre au moins la Mesure de faible revenu, ou sinon 60 % de cette mesure. Ce devrait être l'objectif. Le revenu de personne ne devrait tomber sous ce seuil de pauvreté, quels que soient les programmes auxquels cette personne participe. Nous ne croyons pas qu'un programme devrait maintenir les gens dans la pauvreté. Par exemple, l'aide sociale n'aide aucun revenu à atteindre la moitié de la mesure de la pauvreté, quelle que soit la province ou quel que soit le territoire. Selon nous, pour déterminer l'admissibilité, il faudrait demander à la personne si ses revenus sont inférieurs à cette mesure. Et si c'est le cas, la personne devrait faire partie de ce système, qu'il s'agisse de personnes ayant un statut d'immigration précaire ou qui font face à d'autres types d'obstacles.

Nous avons également des recommandations au sujet des personnes qui ne font pas partie du régime fiscal. C'est un autre groupe qui fait souvent face à de multiples formes de marginalisation. Ces personnes sont mal logées, elles n'ont pas de compte bancaire, elles fuient la violence et elles souffrent peut-être de troubles de santé mentale ou d'autres types de problèmes graves ou elles se méfient du système. Comme elles ne font pas partie du régime d'impôt sur le revenu, elles ne sont admissibles à aucun type de prestation.

De nombreux pays offrent ce genre de programmes de soutien du revenu dans le cadre desquels le gouvernement fédéral et parfois des entreprises collaborent avec des organismes de bienfaisance afin de fournir des prestations aux personnes dans la collectivité. Au Canada, ce travail se fait de manière informelle. En effet, les organismes de bienfaisance font leurs

coming to them for services. We've been advocating for a parallel income distribution system as we're also trying to broaden the income tax system.

Those would be some of the things that we would put forward as a way of broadening the income support system and broadening eligibility.

Ms. Kobluk: At ISAC, we often speak of people with precarious status who don't qualify for these benefits. They don't even have the option. They won't be getting the lump sum back.

I know some people with precarious immigration status are able to access social assistance, but it often involves going to the Social Benefits Tribunal, which does not increase access if you have to go to a tribunal to get the benefit. There are people outside the tax system.

Another piece that hasn't been mentioned yet is people with disabilities. The federal disability definitions are among the hardest in the country to meet, and people with disabilities have extra costs affiliated with their disabilities, and seniors with disabilities are a large group of that. By having a broad-reaching definition, by choosing people who reside in Canada rather than our Canadian citizens, these small word changes can increase access quite quickly.

One other piece is maybe increasing touch points to sign up for eligibility, as I said before, not relying on IT. I don't know if there is a way to work more through community centres and even medical professionals with whom seniors might have more constant contact. That would also broaden the access and eligibility.

Senator Patterson: Thank you again to the witnesses.

Ms. Kobluk, your statement that we can do better for Indigenous seniors certainly resonated with me. May I just say, speaking from my region of Nunavut, where, as you know, 85% of the population are Inuit and whose first language is neither English nor French, I'm upset and outraged that the Government of Canada is ignoring the Nunavut government's Inuit Language Protection Act, which clearly requires all government services in Nunavut to be delivered in the Inuktitut language. That's being ignored. Could you share your thoughts on what more you think could be done to reach out to Indigenous seniors across the country?

propres collectes de fonds et donnent de l'argent ou des cartes cadeaux aux personnes qui n'ont pas ce genre de prestations et qui viennent leur demander des services. Nous avons plaidé en faveur d'un système parallèle de distribution de revenu tout en essayant d'élargir le régime d'impôt sur le revenu.

Ce sont là quelques-unes des mesures que nous proposerions comme moyens d'élargir la portée du système de soutien du revenu et l'admissibilité aux programmes.

Mme Kobluk : Au Centre d'action pour la sécurité du revenu, nous parlons souvent des personnes au statut précaire qui ne sont pas admissibles à ces prestations. Elles n'ont même pas cette option et ne recevront pas de montant forfaitaire.

Je sais que certaines personnes ayant un statut d'immigration précaire peuvent avoir accès à l'aide sociale, mais cela signifie souvent qu'il faut passer par le Tribunal de l'aide sociale, ce qui ne favorise pas l'accès si les gens doivent passer par le Tribunal pour obtenir la prestation. Il y a aussi des gens qui ne sont pas dans le régime fiscal.

Une autre question qui n'a pas encore été soulevée est celle des personnes handicapées. Les critères du gouvernement fédéral en ce qui concerne les handicaps sont parmi les plus difficiles à respecter au pays et les personnes handicapées doivent faire face à des coûts supplémentaires qui sont liés à leur handicap. Les personnes âgées et handicapées représentent un grand nombre de ces personnes. De petits changements de formulation qui permettraient d'élargir la portée de la définition en parlant de personnes qui résident au Canada plutôt que des citoyens canadiens contribueraient à accroître l'accès assez rapidement.

On pourrait aussi multiplier les points de contact qui n'utilisent pas les technologies de l'information pour l'inscription et la vérification de l'admissibilité, comme je l'ai dit plus tôt. Je ne sais pas s'il existe un moyen de travailler davantage avec les centres communautaires et même les professionnels de la santé, avec lesquels les personnes âgées ont souvent des contacts plus fréquents. Cela permettrait également d'élargir l'accès à l'admissibilité.

Le sénateur Patterson : Je remercie encore une fois les témoins.

Madame Kobluk, votre déclaration selon laquelle nous pouvons faire mieux pour les aînés autochtones m'a certainement interpellé. Puis-je simplement dire, en parlant de ma région du Nunavut où, comme vous le savez, 85 % de la population est inuite et n'a ni l'anglais ni le français comme langue maternelle, que je suis bouleversé et indigné que le gouvernement du Canada ne tienne pas compte de la Loi sur la protection de la langue inuite du gouvernement du Nunavut, qui exige clairement que tous les services gouvernementaux au Nunavut soient offerts en inuktitut. On ne tient pas du tout compte de cette loi. Pourriez-vous nous faire part de vos

réflexions sur ce que l'on pourrait faire de plus pour aider les aînés autochtones de partout au pays?

Ms. Kobluk: Thank you.

I think for too long it has been government-to-Indigenous people, and instead of the government telling or providing or giving, it needs to be: What do you need, on what terms, in your regions, in your nation, in what language and in what culturally appropriate services?

I'm speaking provincially. There is a modernization of social assistance and there are different tables, but things that are working in cities and even in urban Ontario are not going to be what people want to do on reserve or off reserve even, and I think there needs to be a real internalization of the understanding that if we're going to work nation by nation, it is a more challenging process because it takes more time. It's individualized, and there needs to be better language support. Unfortunately, because of what we know from the Truth and Reconciliation Commission, there is a larger gap to fill to bring many Indigenous people, including seniors, up to even the poverty line, even to have access to health care, even to have access to these benefits. Many Indigenous peoples, for reasons that we know, do not file taxes. I think there has to be a shift in the paradigm if we're going to meet the needs of Indigenous seniors across the country. I imagine what happens in Nunavut would be entirely different from what happens in B.C. or in northern Ontario.

Mme Kobluk : Je vous remercie.

Je pense que depuis trop longtemps, la relation va dans le sens du gouvernement aux peuples autochtones, mais plutôt que de prescrire, de fournir ou de donner, le gouvernement devrait demander aux Autochtones quels sont leurs besoins, de quelle façon on peut y répondre, dans quelles régions, dans quelles nations, dans quelle langue et avec quels services culturellement appropriés.

Je parle de l'échelon provincial. Il y a une modernisation de l'aide sociale et différentes discussions sur la question, mais les choses qui fonctionnent dans les villes et même dans les régions urbaines de l'Ontario ne seront pas ce que les gens voudront faire dans les réserves ou même à l'extérieur des réserves. Je pense donc qu'il faut réellement comprendre que si nous souhaitons travailler nation par nation, c'est un processus plus difficile, car cela prend plus de temps. C'est un processus individualisé, et il doit profiter d'un meilleur soutien linguistique. Malheureusement, selon ce que nous avons appris de la Commission de vérité et de réconciliation, il y a un plus grand écart à combler pour permettre à de nombreux Autochtones, y compris les aînés, d'atteindre le seuil de pauvreté, d'avoir accès aux soins de santé et d'avoir accès aux prestations offertes. De nombreux Autochtones, pour des raisons que nous connaissons, ne produisent pas de déclaration de revenus. Je pense qu'il faut changer le paradigme si nous voulons répondre aux besoins des aînés autochtones de tout le pays. J'imagine que ce qui se passe au Nunavut serait entièrement différent de ce qui se passe en Colombie-Britannique ou dans le Nord de l'Ontario.

Ms. Sarangi: The only thing I would add is that those relationships, Inuit to Crown, nation to nation, Métis government to government, need to be funded. We can talk about self-governance, but if the government is not providing the resources for Indigenous communities and nations to govern themselves, we're not going to get very far. I wanted to underscore the need for the financial resources to do that work.

Mme Sarangi : La seule chose que j'ajouterais, c'est que ces relations, que ce soit entre les Inuits et la Couronne, entre les nations ou entre le gouvernement métis et le gouvernement, doivent être financées. Nous pouvons parler d'autonomie gouvernementale, mais si le gouvernement ne fournit pas les ressources nécessaires pour que les collectivités et les nations autochtones puissent se gouverner elles-mêmes, nous n'irons pas très loin. Je tenais à insister sur la nécessité d'avoir les ressources financières nécessaires pour accomplir ce travail.

Senator Patterson: I would like to ask Ms. Kobluk if she could elaborate on her thoughts on how internet literacy or access to adequate broadband could be improved for seniors. Thank you.

Le sénateur Patterson : J'aimerais demander à Mme Kobluk d'approfondir ses idées sur la façon dont on pourrait améliorer les compétences liées à l'utilisation d'Internet ou l'accès à un service de large bande adéquat pour les personnes âgées. Je vous remercie.

Ms. Kobluk: There are many parts of this country that don't have access to broadband. Rural areas are one of them. A program needs to be put in place for seniors where they can learn, even one-on-one, how to use these websites and the technology. For low-income seniors, you will need a digital access benefit to buy the equipment and pay for broadband. One

Mme Kobluk : De nombreuses régions de notre pays n'ont pas accès à la large bande, par exemple les régions rurales. Il faut mettre en œuvre un programme dans lequel les aînés peuvent apprendre, même dans le cadre de séances individuelles, à utiliser ces sites Web et la technologie connexe. Pour les personnes âgées à faibles revenus, il faudra prévoir une

piece is the literacy and the learning. There should be training available, and it needs to be in translation. You're going to have to look at language access there. But the other side is the study that recently came out of Finland. We still have the highest cost for broadband and data plans among the OECD countries and in the world. So there will have to be a digital access benefit. We're arguing for this for social assistance recipients, and it would have to occur as well for seniors who are on low incomes.

Senator Lankin: I will attempt to be quick.

Both of you have spoken about the way in which community organizations on the front lines can be the connectors and can reach out. I'm aware of a lot of the organizations in Toronto from my time at the United Way, certainly family services, and we did a lot of work with legal aid as well. What I'm interested in is how have those relationships between community organizations and the administrators of the benefit programs — government, whether it be provincial or federal, but here we're talking federal — been built and formalized or not.

For example, Ms. Kobluk, you talked about access to both the digital benefits and training opportunities. Again, this is probably very Toronto-centric, but there were a lot of programs, some from seniors' organizations and some from community organizations, that reached out to help people make their benefit application. I think of St. Christopher and the campaign they had in the early days to do that.

Is there a model that has been put in place to cement these relationships in that the community is provided with the information in a timely way to help you do your outreach? Is there something more we can do to strengthen those threads? And if in large urban areas there is something at least going on, what's happening in rural and northern parts of this country?

Ms. Kobluk: I'm going to ask Ms. Sarangi to talk about the mode, but what I do want to say is what we saw with CERB: If there was a model, it didn't work anymore. Right? There's something that has to occur now with remote.

What I've noticed in my work with the legal clinics is that it really depends. There are some counties that have very good bridges, like smaller towns or smaller rural areas. They might be a large geography, but because they're smaller communities, they have very good links between community organizations and government and getting those services out. Cities, even there are

allocation d'accès numérique pour acheter l'équipement et payer le service de large bande. L'un des volets concerne donc les compétences et l'apprentissage. Une formation devrait être offerte, et elle doit être traduite. Il faudra se pencher sur l'accès linguistique. Mais d'un autre côté, il faut tenir compte d'une étude récemment publiée par la Finlande. En effet, nous payons toujours le coût le plus élevé pour l'accès à la large bande et les plans de données parmi les pays de l'OCDE et dans le monde. Il faudra donc prévoir une allocation en matière d'accès numérique. Nous pensons que c'est nécessaire pour les prestataires de l'aide sociale, ainsi que pour les personnes âgées à faibles revenus.

La sénatrice Lankin : Je tenterai d'être brève.

Vous avez toutes les deux parlé de la façon dont les organismes communautaires de première ligne peuvent servir de lien pour entrer en contact avec les personnes visées. Je connais un grand nombre d'organismes à Toronto en raison de mon passage à Centraide — certainement dans le secteur des services aux familles — et nous avons aussi beaucoup travaillé avec l'aide juridique. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment ces relations entre les organismes communautaires et les administrateurs des programmes de prestations — le gouvernement, qu'il soit provincial ou fédéral, mais nous parlons ici du gouvernement fédéral — ont été établies et officialisées ou non.

Par exemple, madame Kobluk, vous avez parlé de l'accès aux prestations en matière d'accès numérique et aux possibilités de formation. Encore une fois, je parle beaucoup de Toronto, mais de nombreux programmes étaient offerts — certains par des organismes pour les aînés et d'autres par des organismes communautaires —, pour aider les gens à remplir leur demande de prestations. Je pense par exemple à la campagne mise en œuvre au tout début, par St. Christopher, dans ce but.

A-t-on mis en œuvre un modèle pour solidifier ces relations et faire en sorte que la communauté reçoive des renseignements en temps opportun pour vous aider à faire votre travail auprès de ces gens? Pouvons-nous faire quelque chose de plus pour renforcer ces liens? Et s'il se passe au moins quelque chose dans les grandes régions urbaines, que se passe-t-il dans les régions rurales et nordiques du pays?

Mme Kobluk : Je vais demander à Mme Sarangi de parler du modèle, mais je tiens d'abord à parler de ce que nous avons observé dans le cas de la PCU, c'est-à-dire que si un modèle existait, il ne fonctionne plus, n'est-ce pas? Il faut faire quelque chose maintenant au sujet de l'éloignement.

Ce que j'ai remarqué dans le cadre de mon travail avec les centres d'aide juridique, c'est que cela dépend réellement de la situation. Certains comtés ont établi de très bons liens, comme les petites villes ou les petites régions rurales. Il peut s'agir d'un vaste territoire, mais comme il s'agit de petites collectivités, elles ont établi de très bons liens entre les organismes communautaires

more resources, we think can actually be harder to distribute. I think what we saw is a lot of stuff broke down because of need to isolate during the pandemic. Instead of assuming everything will go back to normal, I think we need to also take a step back and maybe build supplementary models.

Ms. Sarangi: Thank you, Senator Lankin, for that question.

We are in Toronto. I think we do have some very good models around those community-based tax clinics, and not only St. Christopher. I spent many years in the Violence Against Women shelter system and it was just part of the intake process: Have you filled out your income tax forms? Let us help you do that.

I want to touch a little bit more on the model for people who might not be connected or who might not want to share that kind of information. I think investing in those community tax clinics and working with front-line staff who are that touch point and who have that relationship is really important. They're really important poverty-reduction initiatives. There will always be groups who will not want to engage with the government in that way, for many different reasons. They may have had very negative experiences with different kinds of institutions and so might not want to give up their information. They may not have a bank account or a CRA account. Again, from my experience in the shelter system, there are just very complicated issues such that they didn't want to provide that kind of information or just didn't have the time to go through and navigate complex forms.

For example, there's this program called Bolsa Família in Brazil. It's been operating for 25 years. It's federally funded, and it gives money to rural, low-income communities through charities that are working there. If the children are vaccinated and go to school, families get their income benefit, so it's a little bit conditional, but it's a very successful model that has been reducing poverty in those rural communities.

There are those kinds of models across Africa, in China, India. There was even a basic income pilot in California that got debit cards to low-income communities in an urban centre. I think we need to be looking at some of those kinds of programs and how we can adopt them for a Canadian context to reach people who

et le gouvernement pour la prestation de services. Par contre, nous croyons que même si les villes disposent souvent de plus de ressources, ces ressources peuvent être parfois plus difficiles à distribuer. Je pense que nous avons pu observer qu'un grand nombre de systèmes se sont effondrés à cause du confinement qui a été nécessaire pendant la pandémie. Au lieu de présumer que tout va revenir à la normale, je pense que nous devons également prendre du recul et peut-être construire d'autres modèles.

Mme Sarangi : Je vous remercie de votre question, sénatrice Lankin.

Nous sommes à Toronto. Je pense que nous avons de très bons modèles dans certains comptoirs d'information fiscale communautaires, et je ne parle pas seulement de St. Christopher. J'ai passé de nombreuses années dans le système des refuges pour les femmes victimes de violence, et cela faisait tout simplement partie du processus d'admission, c'est-à-dire qu'on demandait à ces personnes si elles avaient rempli leur déclaration de revenus et on les aidait ensuite à le faire.

J'aimerais parler un peu plus du modèle pour les personnes qui n'utilisent peut-être pas Internet ou qui ne veulent peut-être pas communiquer ce type de renseignements. Je pense qu'il est très important d'investir dans ces comptoirs d'information fiscale communautaires et de travailler avec le personnel de première ligne qui représente un point de contact et qui établit ce genre de relation. Ce sont des initiatives de réduction de la pauvreté qui sont très importantes. En effet, il y aura toujours des groupes qui ne voudront pas traiter avec le gouvernement sur ce plan, et ce, pour de nombreuses raisons. Ils peuvent, par exemple, avoir vécu une expérience très négative avec différentes institutions et refusent maintenant de fournir leurs renseignements personnels. Ils n'ont peut-être pas de compte bancaire ou de dossier avec l'ARC. Encore une fois, d'après mon expérience dans le système des refuges, il y a des enjeux très complexes, par exemple ces gens ne souhaitent pas fournir ce type de renseignements ou ils n'ont tout simplement pas le temps de comprendre et de remplir des formulaires complexes.

Par exemple, au Brésil, il existe un programme appelé Bolsa Família qui est en œuvre depuis 25 ans. Ce programme est financé par le gouvernement fédéral et il donne de l'argent aux collectivités rurales à faibles revenus par l'intermédiaire d'organismes de bienfaisance qui y travaillent. Les familles dont les enfants sont vaccinés et fréquentent l'école reçoivent des prestations d'aide au revenu. Il y a donc certaines conditions à respecter, mais c'est un modèle très efficace qui a permis de réduire la pauvreté dans ces collectivités rurales.

On retrouve ces types de modèles en Afrique, en Chine et en Inde. La Californie a même eu un projet pilote sur le revenu de base qui a permis de distribuer des cartes de débit aux communautés à faibles revenus dans un centre urbain. Je pense que nous devons examiner ces types de programmes et

will not be part of the tax system, whether they're undocumented individuals, whether they're houseless or homeless or don't have a fixed address or whether they choose for whatever reason to be outside of that system. I think, from my experience and the experience of the partners at Campaign 2000, this would go such a long way in broadening access to those income supports.

The Acting Chair: Thank you very much to our witnesses. Thank you, Ms. Sarangi and Ms. Kobluk. I think we all realize we went a little bit beyond Bill C-12, but this is such an interesting and crucial conversation. Your input into what this committee is studying today and beyond is very valuable. I want to thank you for that.

I thank my colleagues and remind you that our next meeting on this bill is next Monday, February 28, and I believe it is at 2 p.m.

(The committee adjourned.)

déterminer comment nous pouvons les adapter au contexte canadien pour aider les personnes qui ne font pas partie du régime fiscal, qu'il s'agisse de personnes sans papiers, de sans-abri, de personnes sans domicile fixe ou de personnes qui ont choisi, pour une raison ou une autre, de vivre à l'extérieur de ce système. D'après mon expérience et celle de mes partenaires de Campagne 2000, je pense que cela contribuerait grandement à élargir l'accès aux soutiens du revenu.

La présidente suppléante : Je tiens à remercier sincèrement nos témoins. Je vous remercie, madame Sarangi et madame Kobluk. Je pense que nous savons tous que nous avons dépassé un peu la portée du projet de loi C-12, mais c'est une conversation très intéressante et extrêmement importante. Votre contribution aux questions que le comité étudie aujourd'hui et à d'autres enjeux est précieuse. Je tiens à vous en remercier.

J'aimerais remercier mes collègues et leur rappeler que notre prochaine réunion au sujet du projet de loi aura lieu le lundi 28 février à 14 heures, si je ne me trompe pas.

(La séance est levée.)
